

COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME
GRANDE CHAMBRE

Requête
n° 16483/2012

Khlaifia et autres
contre
ITALIE

MÉMOIRE
DANS L'INTÉRÊT DES REQUERANTS

Cette mémoire, introduite par M^e. LUCA MASERA, avocat à Milan et professeur de droit pénal, et M^e. STEFANO ZIRULIA, avocat à Milan et maître de conférence en droit pénal à l'Université de Milan, a été rédigé avec la consultation de M^e. CESARE PITEA, avocat à Milan, maître de conférence en droit international et expert de contentieux international des droits de l'homme, et M^e. FRANCESCA CANCELLARO, avocat à Bologne, docteur de recherche en droit pénal et pénitentiaire et expert de droit de l'immigration.

Milan, 22 avril 2016

Prof. Avv. Luca Masera	Avv. Stefano Zirulia
Viale Molise 63, 20135 Milano	Via Spartaco 11, 20135 Milano

Index

I. SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUÊTE	3
A. QUESTION PRÉLIMINAIRE	3
B. SUR L'APPLICABILITÉ DE L'ARTICLE 5	4
II. SUR LA VIOLATION DES ARTICLES 5 § 1, 2 ET 4	4
A. LES ARGUMENTS DES REQUÉRANTS.....	4
B. L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE.....	6
C. LA DEMANDE DE RENVOI DU GOUVERNEMENT	6
D. LES OBSERVATIONS DES REQUÉRANTS À LA LUMIÈRE DE LA DEMANDE DE RENVOI ET EU ÉGARD À L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE	7
1. Réponse aux arguments du Gouvernement.....	7
2. Le caractère systématique et actuel de la violation de l'article 5	9
E. CONCLUSIONS ET DEMANDES AU TITRE DE L'ARTICLE 46 DE LA CONVENTION.....	13
III. SUR LA VIOLATION DE L'ARTICLE 3	14
A. LES ARGUMENTS DES REQUÉRANTS.....	14
1. Sur la détention dans le CSPA de Lampedusa	14
2. Sur la détention à bord des navires Vincent et Audace.....	15
3. Conclusion : la qualification en termes de traitement dégradant	15
B. L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE.....	16
C. LA DEMANDE DE RENVOI.....	17
D. LES OBSERVATIONS DES REQUÉRANTS À LA LUMIÈRE DE LA DEMANDE DE RENVOI ET EU ÉGARD À L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE	18
1. Concernant la détention dans le CSPA de Lampedusa	18
2. Concernant la détention à bord des navires Vincent et Audace	19
3. L'absence de conditions exceptionnelles et le caractère structurel des violations.....	22
E. CONCLUSIONS	24
IV. SUR LA VIOLATION DE L'ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4.....	24
A. LES ARGUMENTS DES REQUÉRANTS.....	24
B. L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE.....	25
C. LA DEMANDE DE RENVOI DU GOUVERNEMENT	26
D. LES OBSERVATIONS DES REQUÉRANTS À LA LUMIÈRE DE LA DEMANDE DE RENVOI ET EU ÉGARD À L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE	27

1. Le défaut de fondement de l'argument selon lequel l'Italie aurait respecté la Convention en ayant prétendument agi en conformité aux accords italo-tunisiens	28
2. Les requérants ont été victimes d'une expulsion	30
3. L'expulsion des requérants est de nature « collective ».....	32
a) La situation générale du respect des droits de l'homme dans le pays de destination : une question mal posée	33
b) L'insuffisance de l'identification et la nécessité d'un entretien individuel.....	34
4. conclusions	37
E. CONCLUSIONS ET DEMANDES AU TITRE DE L'ARTICLE 46	40
V. SUR LA VIOLATION DE L'ARTICLE 13 COMBINÉ AVEC LES ARTICLES 3 DE LA CONVENTION ET 4 DU PROTOCOLE N° 4	40
A. LES ARGUMENTS DES REQUÉRANTS.....	40
B. L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE	41
C. LA DEMANDE DE RENVOI.....	41
D. LES OBSERVATIONS DES REQUÉRANTS À LA LUMIÈRE DE LA DEMANDE DE RENVOI ET EU ÉGARD À L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE	41
E. CONCLUSIONS ET DEMANDES AU TITRE DE L'ARTICLE 46 DE LA CONVENTION.....	43
VI. DEMANDES DE SATISFACTION ÉQUITABLE AU SENS DE L'ARTICLE 41 DE LA CONVENTION	44
A. DOMMAGE.....	44
B. FRAIS ET DÉPENS.....	45
C. INTÉRÊTS MORATOIRES	Errore. Il segnalibro non è definito.
VII. DEMANDES D'INDICATION DE MESURES GÉNÉRALES AU SENS DE L'ARTICLE 46 DE LA CONVENTION	45
Pièces Annexées.....	48

I. SUR LA RECEVABILITE DE LA REQUÊTE

1. Dans l'arrêt rendu par la Chambre, la Cour a rejeté toutes les exceptions portant sur la recevabilité soulevées par le Gouvernement (§§ 39 et 51), à l'exception de celle relative au grief tiré du volet procédural de l'article 3, que la Chambre a jugé tardif (§ 103). La Chambre n'a non plus examiné d'office d'autres questions de recevabilité. Elle a donc déclaré recevables tous les autres griefs soulevés par les requérants (§§ 52, 76, 88, 104, 147 et 162).
2. Dans la demande de renvoi devant la Grande Chambre, le Gouvernement n'a pas critiqué l'arrêt rendu par la Chambre de ce point de vue.
Comme la Cour l'a observé maintes fois: « En vertu de l'article 55 du règlement de la Cour, toute exception d'irrecevabilité doit, pour autant que sa nature et les circonstances le permettent, être soulevée par la Partie contractante défenderesse dans ses observations écrites ou orales sur la recevabilité de la requête » (*Blokhin c. Russie* [GC], n° 47152/06, § 96, 23 mars 2016)
3. Par conséquent, le Gouvernement est forclos de son droit de soulever d'autres exceptions portant sur des éléments qui auraient pu être connus lors de l'examen de la recevabilité devant la Chambre.
4. Compte tenu du fait que les requérants ne souhaitent pas maintenir leur grief tiré du volet procédural de l'article 3 de la Convention, et au vu de ce qui précède, ils demandent à la Cour de confirmer que leurs griefs sont recevables pour les motifs sommairement exposés ci-dessous.

A. QUESTION PRÉLIMINAIRE

5. Dans ses observations complémentaires et sur la satisfaction équitable devant la Chambre du 9 juillet 2013, le Gouvernement a formulé pour la première fois une exception de non-épuisement des voies de recours internes, tirée du fait que les requérants n'ont pas formé de recours devant le juge de paix contre le décret d'expulsion aux termes de l'article 13 du décret législatif n° 286 de 1998.
6. Les requérants réitèrent que le Gouvernement était à ce stade forclos à exciper du non-épuisement des voies de recours internes, pour les motifs qu'ils ont exposé devant la Chambre et que celle-ci a partagé dans son arrêt (§ 38).

En tout état de cause, ils notent que, par le biais de ce recours, les requérants n'auraient pu contester ni la légalité ni les conditions de leur détention. Par conséquent, il ne peut être considéré comme un recours effectif par rapport aux griefs de violation des articles 5 et 3 de la Convention. Par ailleurs, ce recours n'a pas effet suspensif en droit, il ne peut donc pas être considéré comme un recours effectif contre une expulsion collective.

B. SUR L'APPLICABILITÉ DE L'ARTICLE 5

7. Le Gouvernement a excipé de l'inapplicabilité de l'article 5 en l'espèce, car les requérants n'auraient été ni arrêtés ni détenus.

Les requérants estiment au contraire que leur placement dans le CSPA de Contrada Imbriacola et à bord des navires « Vincent » et « Audace » s'analyse en une « privation de liberté » eu égard aux restrictions imposées aux intéressés par les autorités et nonobstant la nature de la qualification retenue par le droit interne. Ils renvoient sur ce point à l'arrêt rendu par la Chambre (§§ 46-50) et aux observations qu'ils vont formuler sur la violation de l'article 5.

II. SUR LA VIOLATION DES ARTICLES 5 § 1, 2 ET 4

A. LES ARGUMENTS DES REQUÉRANTS

8. La violation des différentes garanties en matière de liberté personnelle reconnues par l'article 5 de la Convention représente sans aucun doute la **violation la plus grave** parmi celles invoquées par les requérants, et c'est également à cette violation que l'arrêt de chambre consacre le plus d'espace. Toutefois, dans la mesure où l'**opinion** des juges a été **unanime** concernant les différentes violations de l'article 5, contrairement aux autres dispositions dont la violation a été établie dans l'arrêt rendu par la Chambre, et compte tenu du fait, comme nous le verrons, que le **Gouvernement**, dans sa demande de renvoi, s'est limité à une **très brève allusion**

concernant cette violation, nous nous limiterons ci-dessous à rappeler de manière très synthétique les passages essentiels concernant ce grief.

9. Pour en venir brièvement aux violations spécifiques de l'**article 5 § 1**, les **requérants** relatent qu'après que l'embarcation sur laquelle ils voyageaient fut interceptée par les autorités italiennes et escortée jusqu'au port de Lampedusa, ils ont été **retenus dans des lieux fermés** et constamment surveillés par la police (pour des périodes respectivement de 9 et 12 jours), **sans** que cette privation de leur liberté personnelle ne s'appuie sur une quelconque **base légale**. Le Centre d'accueil initial et d'hébergement (*Centro di Soccorso e Prima Accoglienza* – ci-après, le « CSPA ») de Lampedusa dans lequel ils ont été retenus les premiers jours, puis les navires amarrés dans le port de Palerme n'étaient en effet pas des lieux de privation de la liberté selon la loi, mais des lieux d'accueil ouverts, pour lesquels aucune forme de validation du séjour par l'autorité judiciaire n'était prévue. **Dans les faits**, toutefois, **la police avait transformé les CSPA en lieux fermés** dont les étrangers en situation irrégulière ne pouvaient sortir, **sans que leur rétention ne soit fondée sur aucune disposition législative**, étant donné que la seule forme de privation de la liberté prévue par la loi italienne pour les étrangers en situation irrégulière en attente de rapatriement est celle qui peut être exécutée dans des centres d'identification et d'expulsion (ci-après « CIE »), après la validation des décisions administratives de rétention par l'autorité judiciaire (juge de paix) (articles 13 et 14 du décret législatif n° 286 de 1998, voir l'arrêt rendu par la Chambre § 27).

Les requérants soulignent que la reconstitution de ce qui se passait dans le centre de Lampedusa a été **confirmé par différents rapports de commissions institutionnelles** et ONG (en particulier, un rapport de la **commission extraordinaire du Sénat**, publié le 6 mars 2012, un rapport de la **sous-commission ad hoc de l'APCE**, publié le 30 septembre 2011, et un rapport d'Amnesty International du 21 avril 2011 : voir Annexes n° 1, 2 et 3) : dans tous ces rapports, il a été établi que pendant toute l'année 2011, les étrangers en situation irrégulière étaient retenus par la contrainte dans le centre de Lampedusa, pour des périodes pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines, sans que la base légale sur laquelle s'appuyait cette privation de liberté ne soit indiquée par les autorités de police.

10. Quant à l'**article 5 § 2**, les **requérants** se plaignent du fait que, pendant toute la période où ils ont été privés de leur liberté personnelle, ils n'ont eu aucun contact même verbal avec les autorités, et donc qu'**aucune information ne leur a été fournie** quant aux raisons de leur situation. Les décrets de refoulement produits par le Gouvernement ne contenaient aucune référence, même implicite, à la privation de liberté antérieure au rapatriement, et, quoi qu'il en soit, ils n'ont été notifiés aux requérants qu'au moment de leur rapatriement, et donc à la fin de la période de détention.
11. Quant à l'**article 5 § 4**, les **requérants** affirment qu'ils **n'ont pas eu la possibilité de saisir un tribunal d'un recours** portant sur la légalité de leur détention : le fait qu'aucune décision n'ait été adoptée pour justifier cette détention les a empêchés de la contester devant l'autorité judiciaire.

B. L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE

12. Les **demandes des requérants** relatives à l'article 5 ont toutes été **accueillies à l'unanimité** par la Chambre, qui a approuvé tant la reconstitution des faits que leur qualification juridique opérée dans la requête, et a réfuté les arguments invoqués par le Gouvernement. Pour des raisons de brièveté, il nous semble donc inutile de présenter à nouveau les arguments développés dans l'arrêt rendu par la Chambre, auquel nous renvoyons intégralement.

C. LA DEMANDE DE RENVOI DU GOUVERNEMENT

13. Le mémoire par lequel le Gouvernement a demandé le renvoi de l'affaire devant la Grande Chambre ne fait que brièvement allusion à la question de la violation de l'article 5. Sans indiquer les motifs pour lesquels la motivation de l'arrêt rendu par la Chambre ne saurait être partagée, le Gouvernement se limite à affirmer que :

« en référence à la violation constatée par la Chambre du 'droit à la liberté' visé à l'article 5 de la Convention et de l'interdiction de la torture visée à l'article 3 de la Convention, les requérants eux-mêmes ont admis que 'selon la loi italienne, les CSPA ne sont pas des lieux de détention mais des structures d'accueil dans lesquelles les requérants ne se plaignent d'avoir reçu des coups ou blessures ni par les membres des forces de police ni par d'autres personnes' ».

Ce passage du mémoire du Gouvernement est le seul dans lequel il est expressément fait référence à l'article 5.

14. En termes généraux, le Gouvernement se plaint ensuite du fait que, dans son appréciation globale de la situation, la Chambre n'a pas tenu compte du fait que le centre de Lampedusa, à l'époque des faits, était dans une situation difficile en raison des débarquements nombreux d'étrangers en situation irrégulière, au point qu'une **situation d'urgence humanitaire** s'était créée sur l'île. Les mesures adoptées à l'égard des requérants auraient exclusivement tendu à garantir leur sécurité et leur accueil sur le territoire national, dans l'attente de leur rapatriement dû à leur situation irrégulière (§ 6 de la demande).

D. LES OBSERVATIONS DES REQUÉRANTS À LA LUMIÈRE DE LA DEMANDE DE RENVOI ET EU ÉGARD À L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE

1. Réponse aux arguments du Gouvernement

15. Les **arguments** invoqués dans le mémoire du Gouvernement ne sauraient, à **Pévidence**, mettre en cause les conclusions de l'arrêt rendu par la Chambre.
16. Concernant le **premier argument**, selon lequel les requérants eux-mêmes auraient reconnu que le centre de Lampedusa était, **aux termes de la loi, une structure d'accueil** et non de détention, il nous semble sincèrement difficile de comprendre comment cette affirmation pourrait constituer une critique de l'arrêt. En effet, c'est précisément le fait que le centre de Lampedusa (de même que les navires dans le port de Palerme) était une structure pour laquelle la loi ne prévoyait aucune forme de privation de liberté qui **s'analyse en une violation de l'article 5** : la privation de liberté à laquelle les requérants ont été soumis en réalité (**privation de liberté** qui, il convient de le souligner, **n'est même pas contestée par le Gouvernement**, comme le souligne l'arrêt rendu par la Chambre, § 46) apparaît totalement dépourvue de base légale, précisément parce que le CSPA de Lampedusa n'était, selon la loi, qu'un centre d'accueil, et non de détention.

17. Si, par cette affirmation, le Gouvernement souhaitait laisser entendre que ce qui compte pour apprécier le respect de l'article 5, **ce n'est pas la réalité** de la situation de privation de liberté dans laquelle se trouvaient les requérants, **mais la seule qualification juridique** de la structure, cette conclusion, **à première vue absurde**, a en outre été expressément réfutée par l'arrêt, selon lequel « pour savoir si une personne a été privée de sa liberté, il faut partir de sa situation concrète » (§ 45).
Il s'agit d'un **principe absolument incontesté** dans la jurisprudence de la Cour (en plus des précédents jurisprudentiels cités dans l'arrêt rendu par la Chambre, voir également *Austin et autres c. Royaume-Uni* [GC], n^{os} 39692/09, 40713/09 et 41008/09, § 57, CEDH 2012 ; *Engel et autres c. Pays-Bas*, 8 juin 1976, § 59, série A n^o 22 ; *Guzzardi c. Italie*, 6 novembre 1980, §§ 92 et 93, série A n^o 39 ; *Storck c. Allemagne*, n^o 61603/00, § 71, CEDH 2005-V). Il suffit donc d'observer que si la donnée formelle de la qualification de la structure, et non pas la réalité des faits, était réellement jugée suffisante pour apprécier s'il y a eu violation de la liberté au titre de l'article 5, les États seraient libres de priver sans aucune garantie les personnes de leur liberté, à condition que les structures où se déroule cette détention soient qualifiées par la loi de lieux d'accueil, et non de détention ; une conclusion tellement paradoxale qu'il est licite de souhaiter que le Gouvernement ne veuille pas réellement l'affirmer.
18. Quant à l'argument de la **situation d'« urgence humanitaire »** évoquée dans la demande de renvoi, le Gouvernement ne s'y réfère en réalité pas expressément au regard de l'article 5, mais il concerne plus précisément la violation de l'**article 3**, à tel point que dans l'arrêt de la Chambre, cet argument est expressément abordé dans la partie relative à ce dernier article (§ 124 suiv.), alors qu'il n'y est fait aucune allusion dans les paragraphes consacrés aux violations de l'article 5. Dans le présent mémoire, nous reviendrons de manière plus approfondie sur les raisons pour lesquelles l'afflux massif d'étrangers en situation irrégulière ne peut justifier les graves violations des droits fondamentaux subies par les requérants. Nous ne souhaitons ici exposer que **deux très brèves considérations** relatives aux **moyens de droit** pour lesquels, même s'il était jugé, contrairement à ce que nous exposerons ci-dessous, que le Gouvernement a réellement dû gérer un afflux imprévisible et exceptionnel de migrants, cette considération n'est en tout état de cause pas pertinente aux fins de l'établissement de la violation de l'article 5.

19. Il convient tout d'abord de souligner que, dans la législation italienne, il n'existe aucune disposition permettant aux autorités nationales, en cas d'urgence, de priver les étrangers de leur liberté personnelle sans le contrôle de l'autorité juridictionnelle. L'article 13 de la Constitution, en effet, permet à l'autorité administrative de prendre des mesures restreignant la liberté personnelle « dans des cas exceptionnels de nécessité et d'urgence », mais ces mesures doivent être communiquées dans les quarante-huit heures à l'autorité judiciaire, qui doit les confirmer dans les quarante-huit heures suivant. Comme cela a été rappelé à plusieurs reprises, les requérants ont en revanche été privés de leur liberté sans aucune décision de l'autorité administrative et sans aucune confirmation de l'autorité judiciaire. La privation de liberté doit donc être jugée illégale à la lumière du droit italien (et donc dépourvue de base légale au sens de l'article 5 § 1 de la Convention), même si l'on décidait de considérer que la situation d'urgence invoquée par le Gouvernement existait.
20. D'autre part, **dans la perspective de la Convention, la référence générique à une prétendue situation d'urgence est encore moins pertinente.** En vertu de l'article 15, les États peuvent adopter des mesures dérogeant aux droits reconnus par la Convention « en cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation » et à condition que l'exercice de ce droit de dérogation soit communiqué aux organes compétents du Conseil de l'Europe, conformément à l'article 15 § 3. Dans le cas d'espèce, aucun danger ne menaçait la vie de la nation et, quoi qu'il en soit, l'État n'a pas communiqué sa volonté d'invoquer le droit de dérogation. L'éventuelle reconnaissance d'une situation d'urgence ne peut donc en aucun cas justifier la violation de l'article 5 dont nos clients ont été victimes.

2. Le caractère systématique et actuel de la violation de l'article 5

21. Avant de conclure sur ce point, il nous semble important de souligner que la privation illégale de liberté à laquelle ont été soumis les requérants ne constitue absolument pas un épisode isolé, dû, comme semble l'affirmer le Gouvernement, aux conditions exceptionnelles dans lesquelles l'île de Lampedusa se trouvait au moment des faits. Au contraire, les rapports de différentes commissions nationales et internationales (cités ci-dessus) témoignent que, pendant toute l'année 2011, la **privation de liberté sans base légale** des étrangers en situation irrégulière qui

- débarquaient sur l'île était une **pratique commune** des autorités italiennes pour gérer le phénomène des débarquements (voir plus largement sur ce point §§ 57-62).
22. Il convient ensuite de rappeler à la Cour que cette violation systématique de l'*habeas corpus* pour les étrangers en situation irrégulière est **aujourd'hui encore** pratiquée par les autorités de police (à Lampedusa comme dans d'autres centres d'accueil initial dans les régions du sud de l'Italie). À partir de l'automne 2015, le CSPA de Lampedusa a été identifié par le Gouvernement (avec les CSPA de Pozzallo, Porto Empedocle et Trapani, et à partir de 2016 ceux de Tarente et Augusta) comme une structure où mettre en œuvre l'approche dite *hotspot* recommandé dans différents documents de l'Union européenne, qui prévoient que les États doivent désigner des structures d'accueil initial dans lesquels procéder à la première identification des migrants et à la séparation entre les demandeurs d'asile, destinés à être insérés dans le système d'accueil, et les migrants économiques, destinés à être rapatriés le plus rapidement possible en raison de leur situation irrégulière. Or, il ressort de sources fiables, que nous indiquerons ci-dessous, qu'en 2016 encore (et donc 5 ans après les faits de l'espèce), les autorités de police continuent à gérer ces structures comme des lieux fermés, dont les étrangers ne peuvent s'éloigner, sans qu'aucune disposition législative ne prévoie cette privation de liberté.
23. Dans un rapport de la **Commission extraordinaire pour la protection et la promotion des droits de l'homme du Sénat de la République italienne**, publié en **février 2016** et intitulé « Rapport sur les centres d'identification et d'expulsion en Italie » (Annexe n° 4, ci-après « Rapport de la Commission du Sénat de 2016 »), dans un paragraphe intitulé « Le *hotspot* de Lampedusa », il est constaté que, dans l'attente de leur identification, les étrangers sont retenus pendant plusieurs jours, sans qu'aucune décision ne justifie cette rétention. La commission exprime sa préoccupation quant au « vide significatif dans la pratique actuelle par rapport à ce que prévoit la législation nationale concernant la rétention de personnes à l'intérieur d'une structure pendant plus de 48 heures, après lesquelles la confirmation de l'autorité judiciaire et sa notification sont nécessaires » (p. 23). Les centres *hotspots* ne sont pas des CIE, seule catégorie de structures, selon la loi italienne, où des étrangers en situation irrégulière peuvent être privés de leur liberté dans l'attente de leur rapatriement, et pourtant la police les gère comme des centres fermés dont les

étrangers ont l'interdiction de s'éloigner. Cinq années se sont écoulées depuis le Rapport de la Commission du Sénat cité dans l'arrêt rendu par la Chambre, mais les conclusions auxquelles la nouvelle commission est parvenue sont exactement les mêmes.

24. En effet, comme la commission ne manque pas de l'observer, **le Gouvernement lui-même**, dans différents documents officiels, **déclare explicitement que les *hotspots* sont des structures fermées**, sans se préoccuper en aucune manière du fait qu'aucune disposition législative ne prévoit une telle hypothèse de privation de la liberté. Dans la « *roadmap italienne* », publiée le lundi 28 septembre 2015 par le ministère de l'Intérieur (Annexe n° 5), il est expressément écrit que les *hotspots*, dont celui de Lampedusa, sont des structures fermées :

« [d]epuis septembre 2015, quatre ports sont désignés comme '*hotspots*', à savoir : Pozzallo, Porto Empedocle et Trapani en Sicile et l'île de Lampedusa. Dans chacun de **ces *hotspots* fermés**, des structures d'accueil initial sont disponibles, avec une capacité totale de 1500 places, pour procéder aux activités de pré-identification, d'enregistrement, de photographie signalétique et de relevé des empreintes digitales » (p. 6).

25. Toutefois, lorsque le Gouvernement – sur délégation du Parlement – a procédé à une **réforme législative globale du système d'accueil initial par le décret législatif n° 142 du 18 août 2015** il n'a adopté **aucune réglementation spécifique pour les CSPA**, se limitant à prévoir, à l'article 8 § 2, que

« les fonctions de première assistance et d'accueil, ainsi que d'identification continuent à être effectuées dans les structures aménagées en vertu du décret-loi n° 451/95, converti par la loi n° 563/95 ».

Cette loi de 1995, adoptée à l'occasion d'un afflux massif d'étrangers provenant d'Albanie (le titre de la loi était « *dispositions urgentes pour l'emploi du personnel des forces armées dans des activités de contrôle de la frontière maritime de la région des Pouilles* »), a simplement prévu la possibilité pour le Gouvernement d'aménager des centres de premier secours, sans rien dire quant à leur fonctionnement et à leur nature de lieux ouverts ou fermés. La seule disposition que la loi consacre à ces centres est l'article 2, qui a affecté la somme de trois milliards de liras à

« l'institution, par le ministère de l'Intérieur, après avoir entendu la région des Pouilles, de trois centres répartis le long de la frontière maritime des côtes des Pouilles pour les exigences de première assistance en faveur des groupes d'étrangers susmentionnés ».

26. En somme, le Gouvernement n'a pas saisi en 2015 la précieuse occasion de la délégation législative en vue de réformer le système d'accueil pour réglementer finalement le fonctionnement des CSPA, prévoyant, s'il s'agissait de lieux fermés (comme ils le sont en réalité), les garanties nécessaires en termes de légalité et de contrôle judiciaire. En 2016, ces centres sont toujours dépourvus de toute réglementation, puisque la loi de 1995, auquel renvoie la disposition récemment adoptée, se limite à en prévoir l'existence, mais reste muette quant à leur réglementation.
27. Le problème de la privation illégale de liberté dans les CSPA est donc aujourd'hui encore, plus que jamais, **actuel**, et ne concerne pas seulement le centre de Lampedusa, mais **tous les hotspots** présents en Italie (pour un rapport détaillé de l'ONG « Médecins sans frontières », présenté le 17 novembre 2015 et relatif au *hotspot* de Pozzallo, selon lequel la privation de liberté des étrangers en attente d'identification était communément pratiquée au cours de l'été-automne 2015, voir le « Rapport sur les conditions d'accueil dans le CSPA de Pozzallo », Annexe n° 6). Malgré les critiques répétées, le gouvernement italien continue de priver illégalement de leur liberté les étrangers qui débarquent irrégulièrement sur les côtes siciliennes, sans aucun contrôle de l'autorité judiciaire. Et la magistrature italienne, de son côté, continue à ignorer obstinément la situation de détention pure et simple à laquelle sont soumis les étrangers, avec des décisions (comme celle du tribunal de Palerme citée dans l'arrêt rendu par la Chambre) qui nient la réalité des faits et se limitent à constater que, formellement, les structures où sont enfermés les étrangers sont des lieux d'accueil, et non de détention.
28. La situation que la Cour doit juger ne concerne donc pas seulement le passé, mais aussi le **présent** ; et elle ne concerne pas seulement la situation des trois requérants, mais de **milliers de citoyens étrangers**. Il s'agit d'une véritable **violation structurelle du droit fondamental à la liberté personnelle** des migrants, perpétrée avec l'aval de la magistrature nationale qui s'est malheureusement montrée jusqu'à présent bien peu attentive à la protection de la liberté personnelle des étrangers en situation irrégulière.
- Au niveau politique et médiatique, on discute depuis plusieurs mois de la nécessité de réglementer au niveau législatif la gestion des CSPA, en précisant si et dans quelles

limites il est légitime de recourir à la privation de liberté dans l'attente de l'identification. Toutefois, à notre connaissance, aucun texte n'a été porté à l'attention du Parlement et de l'opinion publique. Compte tenu de l'inertie persistante du législateur, nous pensons qu'une **affirmation de portée générale de la Grande Chambre** selon laquelle cette pratique est contraire aux dispositions de l'article 5 serait d'une **importance fondamentale** pour ramener finalement dans le périmètre de la légalité la phase délicate qui suit immédiatement l'arrivée en Italie de centaines de personnes qui continuent (et très probablement continueront) à arriver sur les côtes du sud de l'Italie.

E. CONCLUSIONS ET DEMANDES AU TITRE DE L'ARTICLE 46 DE LA CONVENTION

29. En conclusion, nous demandons à la Grande Chambre de bien vouloir intégralement **confirmer l'arrêt unanime** de la Chambre concernant les violations de l'article 5.
30. Nous demandons également à la Grande Chambre, compte tenu de la nature non épisodique mais structurelle de la privation illégale de liberté à laquelle sont aujourd'hui encore soumis les migrants dans les CSPA, de condamner l'État à l'adoption de **mesures générales** au titre de l'article 46, par lesquelles **réglementer par la voie législative, dans le respect de toutes les conditions prévues à l'article 5 de la Convention, les limites et les garanties qui doivent accompagner toute forme éventuelle de privation de liberté adoptée à l'égard de migrants en situation irrégulière immédiatement après leur arrivée sur le territoire de l'État.**

III. SUR LA VIOLATION DE L'ARTICLE 3

A. LES ARGUMENTS DES REQUÉRANTS

31. Les requérants se plaignent du fait d'avoir été illégalement privés de leur liberté personnelle, du moment de leur débarquement irrégulier sur les côtes italiennes jusqu'à leur rapatriement en Tunisie, dans des conditions s'analysant en un traitement dégradant au sens de l'article 3 de la Convention, d'abord à l'intérieur du CSPA de Lampedusa (entre le 16 et le 20 septembre 2011) puis à bord des navires Vincent et Audace amarrés dans le port de Palerme (entre le 22 et le 29 septembre).

1. Sur la détention dans le CSPA de Lampedusa

32. Les requérants dénoncent avant tout les **conditions de grave surpeuplement de la structure**. Le **Gouvernement** lui-même a fourni des données précises relatives au nombre de personnes retenues pendant la période pertinente : **1357** le 16 septembre, **1325** le 17 septembre, **1399** le 18, **1265** le 19 et, enfin, **1017** le 20, dernier jour passé par les requérants dans le centre (voir « Observations du ministère de l'Intérieur soumises à la Chambre », Annexe n° 7, p. 4). Le nombre de personnes hébergées était donc le **triple** de la **capacité du CSPA dans des conditions normales** (**381** places) ; mais également **bien supérieur à sa capacité maximale** dans des conditions de nécessité (**804** places) (voir « Rapport du Senat de 2012, précité, Annexe n° 1, p. 108, et Annexe 8).
33. Les requérants dénoncent en outre les **conditions hygiéniques et sanitaires inacceptables** dans lesquelles ils ont été retenus : ils ont dormi dehors faute de place dans les chambres, directement sur le ciment à cause de la puanteur des matelas à leur disposition ; ils ont utilisé des toilettes dans des conditions hygiéniques désastreuses ; ils ont consommé leurs repas assis par terre dans la même cour que celle où ils dormaient, compte tenu de l'absence d'un local utilisé comme cantine. **Cette description des conditions de vie à l'intérieur du CSPA est corroborée non seulement par des documents photographiques** (Annexe n° 9, A, B, C, D et E), **mais aussi par des rapports d'organismes internationaux fiables** (Annexes n° 2 et 3, précités), **ainsi que d'organes de l'État italien lui-même** (Annexe n° 1).

Les requérants se plaignent également du **malaise psychologique** découlant du fait d'avoir été privés de la liberté personnelle sans avoir reçu aucune information sur leur situation juridique et sans avoir eu la possibilité de communiquer avec l'extérieur du Centre. Ce grief est également confirmé dans le **rapport précité de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, où la détention illégale des migrants est qualifiée de facteur de stress** (Annexe n° 2, p. 56), ainsi que dans le **rapport précité du Sénat italien** (Annexe n° 1, p. 114 et 115), qui, à cet égard, décrit la **tension à l'intérieur du CSPA et les actes d'automutilation commis par les migrants qui y sont retenus.**

2. Sur la détention à bord des navires Vincent et Audace

34. Concernant la période de détention successive sur les navires, les requérants se plaignent d'avoir été retenus à l'intérieur de salons dans des conditions de grave surpeuplement, sans possibilité de sortir à l'extérieur si ce n'est quelques minutes par jour sur de petits balcons. Ils se plaignent en outre du fait que, pour accéder aux toilettes, ils devaient attendre plusieurs heures et que la nourriture était distribuée en la jetant par terre. Comme cela a été affirmé pour le CSPA de Lampedusa, les requérants soulignent également pour cette phase le stress psychologique découlant du fait d'avoir été retenus illégalement sans informations et dans des conditions d'isolement total par rapport à l'extérieur.

3. Conclusion : la qualification en termes de traitement dégradant

35. Les requérants mettent en lumière l'existence des facteurs que la jurisprudence bien établie de la Cour juge comme étant des indices de traitements dégradants, soulignant qu'ils peuvent entraîner dans le chef de celui qui les subit, outre une véritable souffrance physique, des sentiments d'humiliation, un grave stress psychologique et un sentiment d'infériorité. La Cour a jugé en ce sens l'absence d'hygiène dans les toilettes (*Canali c. France*, n° 40119/09, § 52, 25 avril 2013 ; *Cășuneanu c. Roumanie*, n° 22018/10, § 60, 16 avril 2013) ; la promiscuité et le manque d'intimité (*Canali c. France*, précité, § 53, 25 avril 2013) ; le manque d'une pièce ou d'un lit (*T. et A. c. Turquie*, n° 47146/11, § 97, 21 octobre 2014 ; *Gavrilovici c. Moldova*, n° 25464/05, § 42, 15 décembre 2009 ; *Koktysh c. Ukraine*, n° 43707/07, § 94, 10 décembre 2009) ; le

stress psychologique découlant de l'absence d'informations et de contacts avec l'extérieur (*T. et A. c. Turquie*, précité, § 98).

36. À cela s'ajoute que le CSPA était en théorie destiné à fonctionner comme lieu de secours et d'accueil initial immédiatement après le débarquement, et il était donc structurellement inapproprié pour des séjours de plusieurs jours, encore moins pour des séjours contraints. La Cour a déjà eu l'occasion de souligner que **l'inadéquation de la structure à l'usage auquel elle est destinée** constitue un facteur pertinent aux fins de l'appréciation relative à la violation de l'article 3 de la Convention (*T. et A. c. Turquie*, précité, § 96). **Le fait que le CSPA ait été de fait utilisé comme centre de détention a entraîné, à bien y regarder, l'applicabilité des règles internationales en matière de conditions de détention**, et en particulier de la Recommandation Rec(2006)2 du Comité des ministres aux États membres sur les règles pénitentiaires européennes du 11 janvier 2006 : aucune de ces règles n'a, de toute évidence, été respectée dans le CSPA de Lampedusa.
37. **Les éléments décrits par les requérants, appréciés dans leur globalité comme le prescrit la jurisprudence bien établie de la Cour** (*Kudła c. Pologne* [GC], n° 30210/96, § 91, CEDH 2000-XI ; *Peers c. Grèce*, n° 28524/95, § 67, CEDH 2001-III) **apparaissent en mesure d'alimenter ces sentiments d'angoisse, d'humiliation, d'infériorité et d'impuissance qui permettent de qualifier les conditions de détention de traitement dégradant.**

B. L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE

38. La Chambre a affirmé avant tout que, compte tenu l'impossibilité de déroger à l'article 3, **les difficultés que l'Italie a dû affronter dans la gestion des frontières en 2011 ne sauraient l'exonérer de l'obligation de garantir aux migrants en situation irrégulière des conditions de rétention dignes.**
39. Concernant la **détention dans le CSPA de Lampedusa**, la Chambre a accueilli à la majorité les arguments des requérants (§§ 130-136). Le fait que la conduite de la police des frontières ait duré peu de jours n'empêche pas qu'elle soit qualifiée de traitement dégradant, en ce que les requérants, provenant d'un dangereux voyage en mer, devaient être considérés comme des personnes vulnérables (§ 135).

40. Concernant la période successive de **détention sur les navires Vincent et Audace**, en revanche, la Cour a jugé fiable l'exposé du Gouvernement, selon lequel les migrants étaient assistés par le personnel sanitaire, dormaient dans des cabines dotées de linge ou sur des fauteuils convertibles, avaient accès à des lieux de prière, recevaient de la nourriture, des boissons chaudes et des vêtements. À l'appui de cette conclusion, la Cour a souligné que, alors que la version des faits des requérants se basait seulement sur leurs déclarations, la version du Gouvernement était confirmée par une ordonnance du juge de l'instruction (GIP) de Palerme qui a classé une plainte dans laquelle certaines associations locales avaient dénoncé la rétention illégale des migrants sur les navires (§§ 137-144).
41. Selon **l'opinion partiellement dissidente des juges Sajó et Vučinić**, les conditions dans lesquelles les requérants ont été retenus dans le CSPA de Lampedusa n'ont pas atteint le seuil de gravité nécessaire pour s'analyser en violation de l'article 3 en raison de leur brève durée (§§ 2-4) et de l'absence de « facteurs aggravants » tels que la vulnérabilité de la victime ou des conditions de rétention particulièrement graves (§ 5).

C. LA DEMANDE DE RENVOI

42. Concernant la période passée au CSPA de Lampedusa, le Gouvernement affirme, citant textuellement un passage de l'opinion dissidente des juges Sajó e Vučinić, que la rétention n'aurait pas duré pendant une période suffisamment longue pour entraîner la violation de l'article 3 (voir la demande de renvoi, point n° 8). Le Gouvernement affirme en outre que les requérants « n'ont subi, en effet, aucun traitement inhumain, parce qu'ils n'ont pas été considérés ni arrêtés ni détenus mais seulement assistés en attendant d'être rapatriés en Tunisie » (§ 9).
43. Le Gouvernement fait également référence à la « situation d'urgence humanitaire » qui aurait été créée par le débarquement massif des migrants à Lampedusa en 2011, sans par ailleurs préciser la pertinence juridique de cet élément (§§ 6 et 37).

D. LES OBSERVATIONS DES REQUÉRANTS À LA LUMIÈRE DE LA DEMANDE DE RENVOI ET EU ÉGARD À L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE

1. *Concernant la détention dans le CSPA de Lampedusa*

44. Les requérants estiment que les arguments du Gouvernement et de l'opinion dissidente visant à nier la violation de l'article 3 ne sont pas fondés.
45. Avant tout, **l'argument du Gouvernement selon lequel « les requérants n'ont subi, en effet, aucun traitement inhumain, parce qu'ils n'ont pas été considérés ni arrêtés ni détenus mais seulement assistés en attendant d'être rapatriés en Tunisie » est évidemment dépourvu de contenu**, en ce qu'il ne prend en aucune manière en compte les conditions réelles de rétention et, dans le même temps, il superpose de manière illogique et apodictique le traitement reçu par les requérants et les finalités de la privation de la liberté personnelle.
46. En deuxième lieu, **l'argument relatif à la durée de la rétention**, soulevé par les juges dans leur opinion dissidente et repris textuellement par le Gouvernement, **n'apparaît pas de nature à exclure la violation de l'article 3.**

La **durée de la détention** ne constitue, en effet, **que l'un des éléments dont la Cour tient compte dans son appréciation sur le seuil de gravité requis pour la violation de l'article 3 de la Convention** et elle est toujours prise en considération à la lumière de l'ensemble des circonstances qui caractérisent le cas concret (*Brega c. Moldova*, n° 52100/08, § 41, 20 avril 2010 ; *Kudła c. Pologne* [GC] précité, § 91 ; *Peers c. Grèce*, n° 28524/95, § 67, CEDH 2001-III). À tel point que la jurisprudence de la Cour ne manque pas d'arrêts qui ont condamné l'État défendeur en présence de **périodes de rétention très brèves** (*Brega c. Moldova*, précité : **48 heures** ; *T. et A. c. Turquie*, précité, §§ 91-99 : **3 jours** ; *Gavrilovici c. Moldova*, précité, §§ 25, 42-44 : **5 jours** ; *Cășuneanu c. Roumanie*, n° 22018/10, précité, §§ 60-62 : **5 jours**). Cela s'est produit, en particulier, lorsque la Cour a établi la présence de facteurs « aggravants » tels que des **conditions de détention particulièrement indécentes** ou la **vulnérabilité particulière des détenus**.

47. Les requérants estiment que ces deux facteurs « aggravants » sont réunis dans le cas d'espèce. Pour commencer par les **conditions de détention**, nous renvoyons à ce

qui a déjà été souligné concernant le **surpeuplement très grave** du CSPA, ses **conditions hygiéniques et sanitaires** déplorables, ainsi que le **stress émotionnel** subi par les personnes illégalement détenues en son sein (v. *supra* §§ 32-33).

Outre des conditions de détention particulièrement indécentes, **le deuxième facteur « aggravant »** qui, dans la jurisprudence de la Cour, contribue à rendre dégradant un traitement qui aurait duré peu de jours est constitué par la **vulnérabilité des requérants**. Comme l'a déjà observé la Chambre, à l'époque des faits, les requérants étaient rescapés d'une dangereuse traversée nocturne de la Méditerranée à bord d'un canot pneumatique et donc affaiblis tant du point de vue physique que psychologique, même si ce n'était que temporaire (cf., *mutatis mutandis*, *Brega c. Moldova*, précité, § 42). L'argument du Gouvernement selon lequel le seuil minimum de gravité ne saurait être considéré comme atteint en ce qu'il s'agissait de « jeunes hommes en bonne santé » ne paraît donc pas fondé (voir la demande de renvoi, § 8). Enfin, la situation de vide juridique substantiel dans laquelle les requérants ont été confinés, en raison de la violation de l'article 5 de la Convention mentionnée ci-dessus, en a fait des **personnes « juridiquement vulnérables »**, augmentant leur sentiment de faiblesse et donc leur fragilité émotionnelle, avec une aggravation subséquente du préjudice moral subi.

2. Concernant la détention à bord des navires *Vincent et Audace*

48. Par rapport à ce grief, la Cour, dans l'arrêt rendu par la Chambre, a estimé qu'il n'y avait pas violation de l'article 3, en ce qu'elle a jugé fiable la version des faits présentée par le Gouvernement italien. **Les requérants sont en désaccord avec les conclusions de la Chambre pour deux types de raisons** : de caractère substantiel et de caractère probatoire et procédural.
49. Du **point de vue substantiel**, il convient de souligner que le stress psychologique subi par les requérants à bord des navires a certainement été supérieur à celui subi dans le CSPA de Lampedusa, au point qu'il peut être jugé suffisant à lui seul pour justifier la nature dégradante du traitement. En effet, en premier lieu, la détention sur les navires a **duré plus de temps que celle dans le CSPA** (respectivement 8 jours pour le premier requérant à bord du *Vincent* et 6 jours pour le deuxième et le troisième requérant à bord de l'*Audace*). En deuxième lieu, lorsque la détention a

débuté sur les navires, les requérants étaient rescapés non seulement d'une dangereuse traversée de la Méditerranée, mais aussi de l'expérience de Lampedusa et, partant, leur situation de vulnérabilité physique et psychologique était sans aucun doute aggravée par tout ce qu'ils venaient de subir (voir, *mutatis mutandis*, *Koktysh c. Ukraine*, précité, §§ 22, 91-95, où la Cour a pris en considération la somme de deux brèves périodes de détention différentes).

50. Pour en venir à **l'aspect probatoire et procédural**, il convient de juger que, **compte tenu de la privation de liberté établie sur les navires Vincent et Audace, la charge de la preuve concernant ce qui s'est produit à bord repose sur le Gouvernement** (*Iskandarov c. Russie*, no. 17185/05, § 108, 23 septembre 2010).
51. Les requérants invoquent, comme nous l'avons vu ci-dessus (§ 34), que **les conditions de détention sur les navires portaient gravement atteinte à la dignité humaine**. Concernant ces faits, aucun rapport analogue à ceux ayant pour objet le CSPA de Lampedusa n'est disponible. Cette absence d'informations confirme, toutefois, la nécessité de faire porter au Gouvernement la charge de la preuve. À défaut, on permettrait en effet au Gouvernement de tirer avantage de la création de centres de détention *extra ordinem*, isolés et inaccessibles.
52. À l'appui de ces allégations des requérants, il convient néanmoins de souligner que le traitement décrit est **dans la continuité logique des pratiques qui avaient caractérisé jusqu'à ce moment-là les procédés des autorités italiennes** sur l'île de Lampedusa, à savoir l'assujettissement des migrants à une privation arbitraire de leur liberté dans des conditions contraires aux garanties prévues par l'article 3 de la Convention. **Il semble, en revanche, assez invraisemblable d'imaginer que pendant la détention sur les navires, c'est-à-dire dans une situation provisoire adoptée en raison de nécessités contingentes** (à savoir l'incendie qui avait éclaté dans le CSPA de Lampedusa) **le Gouvernement aurait pu fournir des conditions de vie bien plus dignes que celles qu'il avait garanties dans la structure destinée de manière permanente à la rétention des migrants**. La description des lits avec des draps propres, des vêtements de rechange, de l'accès à des cabines privées et à l'eau chaude détonne avec la situation existante dans le CSPA de Lampedusa au point de la rendre réellement invraisemblable.

53. Ces considérations fournissent un faisceau d'indices suffisant, au vu des règles en matière de preuve dictées par la Cour (*Natchova et autres c. Bulgarie* [GC], n^{os} 43577/98 et 43579/98, § 147, CEDH 2005-VII), pour juger que la violation de l'article 3 de la Convention par les autorités italiennes à bord des navires Vincent et Audace est démontrée.
54. **Le Gouvernement n'a pas fourni une preuve contraire** appropriée à cet ensemble d'indices. À l'appui de sa version des faits, **le Gouvernement cite uniquement une ordonnance du juge de l'instruction de Palerme qui a exclu tout abus sur la base de ce qu'avait rapporté un député du Parlement italien.** Les requérants soulignent que, bien que le document cité par le Gouvernement soit une mesure juridictionnelle, **les déclarations du député citées n'ont pas été retenues à l'audience par le juge, mais ont été extraites d'un simple article de journal**, extrêmement synthétique quant aux modalités selon lesquelles cette inspection aurait été réalisée (Annexe n° 10). **Ce fait n'a pas été pris en considération par l'arrêt rendu par la Chambre.**
55. La Chambre s'arrête, en revanche, sur un autre aspect des faits et estime que la circonstance que **le député ait été accompagné par les forces de l'ordre** ne permet pas de douter de la véracité de ses déclarations (cf. § 140). Selon les requérants, toutefois, **la présence des forces de l'ordre est un problème quant à la fiabilité des déclarations des migrants qui ont parlé avec le député** : en effet, si les migrants avaient voulu exposer des remontrances, la présence des forces de l'ordre, c'est-à-dire des personnes mêmes qui les surveillaient, aurait entravé leur initiative par peur des représailles.
56. En plus, **le Gouvernement n'a pas été en mesure de fournir un autre type de document concernant les activités effectuées et les conditions de vie à bord des navires** : s'il était vrai que les personnes retenues recevaient une assistance sanitaire, des repas réguliers, des vêtements de rechange, alors le Gouvernement aurait pu fournir des documents prouvant l'organisation et la fourniture de ces services. D'ailleurs, **il n'y a aucune trace des conventions signées avec les compagnies privées qui ont loué les navires au Gouvernement**, dans lesquelles étaient vraisemblablement indiquées les conditions d'utilisation des espaces. Enfin, si les conditions au sein des navires étaient réellement celles décrites par le

Gouvernement, il ne nous est pas donné de comprendre pourquoi le Gouvernement n'a pas répondu à l'appel lancé par Médecins sans frontières le 28 septembre 2011, dans lequel l'ONG exprimait ses « préoccupations » concernant ce qui se passait sur les navires et demandait de pouvoir effectuer une inspection (Annexe n° 11).

3. L'absence de conditions exceptionnelles et le caractère structurel des violations

57. Dans la demande de renvoi, le Gouvernement fait référence à la « **situation d'urgence humanitaire** » qui aurait été créée par le débarquement massif des migrants à Lampedusa en 2011, persistant pendant les jours où les requérants ont été illégalement détenus. Étant entendu que le caractère générique de cette référence à l'état d'urgence rend difficilement compréhensible la signification juridique exacte que le Gouvernement entend lui attribuer, il est vraisemblable que l'intention du Gouvernement soit de justifier le traitement auquel les requérants ont été soumis sur la base du caractère prétendument exceptionnel de la situation qui s'est créée à Lampedusa en 2011.
58. Selon les requérants, toutefois, des motifs de fait et de droit mènent à exclure que l'état d'exception puisse être invoqué pour justifier les violations soulevées par les requérants.
59. En **droit**, il convient de souligner que la législation italienne ne prévoit aucune disposition permettant aux autorités nationales, en cas d'urgence, de priver les étrangers de leur liberté personnelle sans contrôle de l'autorité juridictionnelle (sur ce point, cf. *supra*, §§ 9 et 19), de même qu'il n'existe aucune règle qui justifie dans de tels cas qu'ils soient soumis à des traitements dégradants. Dans la perspective de la Convention, d'autre part, la référence générale à la prétendue situation d'urgence ne peut avoir aucune pertinence ni relativement à l'article 3, qui ne peut être soumis à dérogation aux termes de l'article 15 § 2, ni relativement à l'article 5 (et à la souffrance psychologique découlant de sa violation), étant donné que, dans le cas d'espèce, il n'y avait aucune risque menaçant la vie de la nation et, quoi qu'il en soit, l'État n'a pas communiqué sa volonté d'invoquer sa faculté de dérogation.
60. Il existe en outre des arguments **en fait** permettant d'affirmer que la situation qui s'est créée en 2011 n'était absolument pas exceptionnelle.

Il faut avant tout prendre en considération le fait que des **conditions analogues à celles décrites par les requérants avaient déjà été mises en lumière par des observateurs indépendants avant les « printemps arabes »** (Annexes n° 12,13). Cet élément permet d'**exclure tout lien de causalité** entre l'afflux de migrants en 2011 et les conditions de rétention inhumaines qui leur étaient réservées dans le CSPA de Lampedusa.

La réalité est que la situation qui s'est créée en 2011 a revêtu les caractéristiques de l'urgence non pas tant à cause de l'importance du flux migratoire, mais en raison du **choix politique de confiner l'accueil initial des migrants sur l'île de Lampedusa, au lieu de procéder rapidement à leur transfert dans d'autres structures distribuées sur tout le territoire national** (Annexe 2, précité, § 16). Il a donc été décidé de laisser à Lampedusa pendant des semaines, voire des mois, tous les étrangers qui débarquaient pour **donner à l'opinion publique l'idée d'une « invasion » du territoire italien, à exploiter à des fins politiques**. Il s'agit d'une opinion partagée par des observateurs internationaux reconnus : en commentant les politiques migratoires mises en œuvre en 2011 par le Gouvernement italien, Amnesty International a parlé de « **humanitarian crisis of Italian authorities own making** » (Annexe n° 3 précité, p. 1). Par ailleurs, les requérants ne voient vraiment pas quelles difficultés organisationnelles insurmontables ont empêché le Gouvernement d'organiser un service de transfert régulier des réfugiés dans d'autres localités italiennes. Il n'est sincèrement pas crédible qu'un pays de 60 millions d'habitants, doté des moyens de l'État italien, n'ait pas été en mesure de transférer rapidement quelques centaines de personnes à la fois dans des lieux capables de les accueillir de manière digne.

61. Concernant la **période postérieure à 2011**, des rapports fiables (Annexes n° 14, 15, 16, 17) et des informations parues dans la presse italienne et internationale (Annexe n° 18) rendent compte de la situation de surpeuplement du CSPA, de ses conditions hygiéniques et sanitaires précaires et des violations des droits de l'homme qui y sont perpétrées.
62. Le fait que des pratiques analogues à celles dénoncées par les requérants aient commencé bien avant 2011 et se soient poursuivies les années suivantes démontre l'existence d'une situation dans laquelle **la violation des garanties de l'article 3 de**

la Convention revêt un caractère systématique et devient ainsi une partie structurelle du système italien de gestion des débarquements à Lampedusa.

E. CONCLUSIONS

63. En conclusion, les requérants demandent à la Grande Chambre de bien vouloir **confirmer l'arrêt rendu par la Chambre en ce qui concerne la détention dans le CSPA de Lampedusa et déclarer qu'il y a eu violation de l'article 3 de la Convention**. Les requérants demandent en outre que soient **modifiées les conclusions de la Chambre concernant la détention à bord des navires Vincent et Audace**, en qualifiant également cette dernière de traitement dégradant et en déclarant, par conséquent, qu'il y a eu une autre violation de l'article 3.

IV. SUR LA VIOLATION DE L'ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 4

A. LES ARGUMENTS DES REQUÉRANTS

64. Les requérants dénoncent la violation de l'article 4 du Protocole n° 4 du fait d'avoir été renvoyés de l'Italie en Tunisie, comme d'ailleurs de nombreuses autres personnes se trouvant dans la même situation, seulement sur la base de leur identification en tant que ressortissants tunisiens et sans que leur situation personnelle n'ait été dument examinée.
65. Les requérants n'ont jamais nié avoir été identifiés, une première fois, à leur arrivée sur l'île de Lampedusa et, une deuxième fois, lors de leur embarquement dans l'avion qui les a conduits de Palerme à Tunis, cette fois-ci en présence du consul tunisien. Ils maintiennent que, pendant toute la période écoulée entre ces deux moments, ils n'ont eu aucun contact verbal avec les autorités italiennes au sujet de leur situation. Ils réitèrent par conséquent qu'ils n'ont jamais eu d'entretien portant sur leur situation individuelle, et qu'ils n'ont pu bénéficier de l'assistance d'un avocat ou de personnel qualifié indépendant.
66. Concernant les décrets formellement individuels de « refoulement différé », adoptés au sens de l'articles 10, alinéa 2, lettre (b) du décret législatif n° 286 de 1998, dont les

requérants ont été destinataires, ils observent que ces décrets sont libellés de façon identique, à l'exception des données personnelles de chaque destinataire. Ils ne font pas état d'une **prise en compte réelle et différenciée de la situation individuelle** de chaque personne concernée.

67. Les requérants rappellent que de nombreux ressortissants tunisiens ont subi le même sort, sur la base d'une pratique (que le Gouvernement essaie de justifier par des accords bilatéraux italo-tunisiens) selon laquelle la seule vérification de la nationalité tunisienne de l'intéressé suffit à déclencher une procédure de « réadmission » très simplifiée. Dans ce contexte les requérants ne voient pas comment chaque personne concernée aurait pu exposer individuellement devant les autorités compétentes les arguments qui pouvaient s'opposer à son expulsion.
68. Dans ce cadre, la garantie procédurale d'un examen réel de la situation individuelle de chaque personne destinataire d'un ordre d'expulsion, qui est au cœur de l'interdiction des expulsions collectives, n'a pas été respectée.

B. L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE

69. Dans l'arrêt rendu par la Chambre, en concluant à la violation de l'article 4 du Protocole n° 4, la Cour a en substance partagé les arguments des requérants.

70. Elle a rappelé que

« le fait que plusieurs étrangers fassent l'objet de décisions semblables ne permet pas en soi de conclure à l'existence d'une expulsion collective lorsque chaque intéressé a pu individuellement exposer devant les autorités compétentes les arguments qui s'opposaient à son expulsion » (§154).

Elle a néanmoins observé que « **la simple mise en place d'une procédure d'identification ne suffit pas à exclure l'existence d'une expulsion collective** » (§156). Elle a indiqué quels éléments peuvent être considérés comme des indices du caractère collectif de l'expulsion litigieuse : l'absence de référence à la situation personnelle des intéressés dans les décrets de refoulement ; l'absence de preuve, apportée par le Gouvernement, que des entretiens individuels portant sur la situation spécifique de chaque requérant ont eu lieu avant l'adoption de ces décrets ; le grand nombre de personnes de même origine ayant connu, à l'époque des faits incriminés, le même sort que les requérants ; la prévision dans les accords bilatéraux « secrets »

avec la Tunisie du rapatriement des migrants irréguliers tunisiens par le biais de procédures simplifiées, sur la base de la simple identification de la personne concernée de la part des autorités consulaires tunisiennes (§156).

71. Dans leur opinion dissidente, les juges Sajò et Vučinić proposent sur ce point une interprétation ‘originaliste’ de l’article 4 du Protocole n° 4, dont la portée ne pourrait s’apprécier qu’à la lumière de son origine historique (§§ 9-10), et qui serait « intentionnellement conçue pour être étroite et ciblée, censée ne s’appliquer que dans les circonstances les plus extrêmes (...) qui trouve ses racines dans les velléités d’homogénéisation nationale et les politiques génocidaires du vingtième siècle » (§ 18).
72. Mises à part les affaires dans lesquelles les personnes ont été identifiées comme faisant partie d’un groupe national ciblé par une politique officielle d’expulsion (*Conka c. Belgique*, n° 51564/99, CEDH 2002-I et *Géorgie c. Russie (I)* [GC], n° 13255/07, CEDH 2014 (extraits)), la Cour n’aurait qualifié de collective que la décision d’expulsion prise et exécutée à l’encontre d’un groupe en tant que tel, sans identification de ses membres (*Hirsi Jamaa et autres c. Italie* [GC], n° 27765/09, CEDH 2012 et *Sharifi et autres c. Italie et Grèce*, n° 16643/09, 21 octobre 2014) (§§ 12-16).
73. Citant l’affaire *M.A. c. Chypre* (n° 41872/10, CEDH 2013 (extraits)), ces juges estiment que « les requérants n’ont pas été expulsés en raison de leur appartenance à un groupe ethnique, religieux, ou national » (§17). D’après eux, le fait que les requérants ne fassent pas partie d’un groupe vulnérable et aient franchi irrégulièrement la frontière « rendait inutile d’examiner d’autres éléments que leur **identité**, leur **nationalité** et l’**existence d’un pays de retour sûr** » (§ 17).
74. La Cour se serait ainsi livrée à une interprétation extensive de l’interdiction des expulsions collectives, en assimilant aux horreurs de l’histoire « les tentatives de l’Italie de contrôler ses frontières pendant une situation de crise imprévue » (§ 18).

C. LA DEMANDE DE RENVOI DU GOUVERNEMENT

75. Le Gouvernement insiste sur le fait que l’article 4 du Protocole n° 4 « dans le cas d’espèce n’a pas été violé, **car** les requérants [...] ont été rapatriés selon la procédure simplifiée » prévue par les **accords italo-tunisiens** (demande de renvoi, § 10, voir

aussi les §§ 18, 19 et 20). Les textes de ces accords, annexés à la demande, sont rendus publics pour la première fois.

76. Le Gouvernement semble aussi affirmer que les requérants, destinataires de décrets de « **refoulement différé** » et ayant fait l'objet d'une « réadmission » sur la base des accords italo-tunisiens, ne seraient pas victimes d'une expulsion au sens de l'article 4 du Protocole n° 4.

Le Gouvernement reproche notamment à la Chambre de ne pas avoir pris en compte la différence entre « **expulsion** » et « **refoulement** ». Selon le Gouvernement, ces deux moyens d'éloignement d'un étranger du territoire de l'État ne seraient pas « comparables » (demande de renvoi, § 16), ce qui aurait dû conduire la Chambre à exclure qu'il y ait eu « expulsion » au sens de l'article 4 du Protocole n° 4.

77. Le Gouvernement, enfin, réitère à maintes reprises la thèse selon laquelle les décisions concernant les requérants avaient un caractère individuel et ne constituaient donc pas une expulsion collective (voir notamment les §§ 17, 22, 23, 26, 27, 28 et 33). En substance, le Gouvernement estime que les exigences de l'article 4 du Protocole n° 4 seraient satisfaites en présence de deux conditions : l'**identification** de la personne expulsée et l'existence d'une **décision formellement individuelle** portée à sa connaissance.
78. Le Gouvernement évoque aussi l'**opinion minoritaire** des juges Sajò et Vučinić, qui a été résumée plus haut.

D. LES OBSERVATIONS DES REQUÉRANTS À LA LUMIÈRE DE LA DEMANDE DE RENVOI ET EU ÉGARD À L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE

79. Contrairement à ce qu'il avait fait dans ses observations devant la Chambre, le **Gouvernement**, dans sa demande de renvoi, **ne conteste plus le fait que les requérants n'ont pas bénéficié d'un entretien individuel**, ni n'indique d'autres éventuels moyens à travers lesquels leur situation individuelle aurait pu être dûment prise en compte.

80. L'arrêt rendu par la Chambre a de fait constaté que l'affirmation générique du Gouvernement quant à l'appréciation individuelle de chaque situation était dépourvue de toute preuve. Le fait que cet argument n'ait pas à nouveau été invoqué dans la demande de renvoi doit donc être interprété comme l'acceptation par le Gouvernement de la reconstitution des faits opérée dans l'arrêt rendu par la Chambre.

81. En l'absence d'une différence portant sur les faits, il s'agit de trancher une **question d'interprétation au sens strict**. Les principes applicables ont été rappelés par la Grande Chambre dans l'affaire *Hirsi*. Notamment, la Cour a rappelé, s'il y en avait encore besoin, qu'en interprétant la Convention :

« il convient de tenir compte du but et du sens de la disposition en cause, lesquels doivent eux-mêmes s'analyser à la lumière du principe, solidement ancré dans la jurisprudence de la Cour, selon lequel la Convention est un **instrument vivant** qui doit être interprété à la lumière des conditions actuelles [...]. En outre, il est essentiel que la Convention soit interprétée et appliquée d'une manière qui en rende les **garanties concrètes et effectives** et non pas théoriques et illusoirs [...] ».

Le critère interprétatif originaliste adopté dans l'opinion dissidente ne peut donc pas conduire à refuser l'application de l'article 4 du Protocole 4 au phénomène migratoire, qui est actuellement au cœur des politiques européennes, au seul motif que ce phénomène est différent des tragédies de l'histoire connues au moment où le Protocole a été approuvé : cela reviendrait à soustraire de la protection de la Cour les personnes les plus vulnérables dans la période historique actuelle.

82. En gardant donc à l'esprit l'enseignement de la Grande Chambre, il convient d'apprécier s'il y a eu « expulsion » et si cette expulsion a eu une nature « collective » au sens de la disposition invoquée. Avant de procéder à cette analyse, les requérants jugent nécessaire de revenir sur les accords italo-tunisiens, afin de démontrer que leur éventuel respect ne saurait nullement justifier la conclusion selon laquelle l'article 4 du Protocole n° 4 n'a pas été violé.

1. *Le défaut de fondement de l'argument selon lequel l'Italie aurait respecté la Convention en ayant prétendument agi en conformité aux accords italo-tunisiens*

83. L'argument selon lequel l'Italie aurait respecté la Convention en agissant conformément aux accords italo-tunisien est tout simplement dépourvu de tout fondement en fait et en droit : **une violation de la Convention ne peut nullement**

être exclue en raison exclusivement du fait que la conduite étatique est conforme à d'autres engagements internationaux de l'État intéressé.

84. Selon une jurisprudence constante de la Cour, les Parties contractantes sont responsables en vertu de l'article 1 de la Convention de toutes les actions et omissions de leurs organes, que celles-ci découlent du droit interne ou d'obligations juridiques internationales. L'article 1 ne fait aucune distinction à cet égard entre les différents types de normes ou de mesures et ne soustrait aucune partie de la « juridiction » des Parties contractantes à l'empire de la Convention (*Bosphorus Hava Yolları Turizm ve Ticaret Anonim Şirketi c. Irlande* [GC], n° 45036/98, § 153, CEDH 2005-VI, , et *Parti communiste unifié de Turquie et autres c. Turquie*, 30 janvier 1998, § 29, *Recueil* 1998-I). Les engagements conventionnels contractés par l'État après l'entrée en vigueur de la Convention à son égard peuvent donc engager sa responsabilité au regard de cet instrument (*Al-Saadoon et Mufidhi c. Royaume-Uni*, n° 61498/08, § 128, CEDH 2010, et *Bosphorus Hava Yolları Turizm ve Ticaret Anonim Şirketi*, précité, § 154, avec les références citées).

85. Dans l'affaire *Sharifi*, la Cour a d'ailleurs observé que :

« Aucune forme d'éloignement collectif et indiscriminé ne saurait être justifiée par référence au système de Dublin, dont l'application doit, dans tous les cas, se faire d'une manière compatible avec la Convention (*M.S.S. c. Belgique et Grèce*, précité, §§ 338-340) » (*Sharifi* précité, § 223).

Ce constat est valable, *a fortiori*, pour les exigences de coopération issues d'un système d'accords bilatéraux, demeurés inconnus jusqu'à la demande de renvoi à la Grande Chambre.

86. Les accords italo-tunisiens, par ailleurs, reconnaissent la nécessité de garantir le respect des droits de l'homme lors de leur mise en œuvre. Notamment, ils prévoient que « [d]ans le respect de la dignité des personnes à réadmettre [...], la partie demanderesse s'engage à ne pas faire usage de rapatriements massifs ou spéciaux desdites personnes » (article V, alinéa 1, Note Verbale de 1998, Annexe 2 à la demande de renvoi) et que « [l]a réadmission devra en toutes circonstances, se réaliser [...] dans le respect des droits de l'homme et de la dignité humaine » (article 2, dernier alinéa, Procès-Verbal de 2011, Annexe 2^{ter} à la demande de renvoi). En d'autres termes, les accords eux-mêmes indiquent que le respect des procédures qui y

sont prévues ne serait pas en soi suffisant pour garantir le respect des droits de l'homme.

87. En aucun cas, le respect des formalités simplifiées des accords italo-tunisiens ne saurait donc exclure l'existence d'une expulsion collective, qui doit être vérifiée au cas par cas à la lumière des circonstances concrètes de la procédure d'expulsion.

En revanche, l'insistance avec laquelle le Gouvernement souligne la conformité de sa conduite à ces accords (circonstance qui, même si elle était avérée, n'aurait aucune importance) ainsi que son incapacité à indiquer avec précision (lors de la procédure devant la Chambre et encore dans sa demande de renvoi) les données temporelles, le domaine d'application et le contenu de ces mêmes accords, révèlent la nécessité dans laquelle il se trouve de donner une apparence de légalité à une **pratique *de facto*** – le rapatriement *brevi manu* des ressortissants tunisiens après une identification sommaire en raison de l'appartenance à un groupe national et sans considération de la situation individuelle de chaque personne – qui ne peut pas trouver de justification dans le système conventionnel (voir, *mutatis mutandis*, *Sharifi* précité, § 219).

2. *Les requérants ont été victimes d'une expulsion*

88. Dans l'affaire *Hirsi Jamaa et autres*, la Cour a souscrit à une notion large d'expulsion dans le cadre de l'article 4 du Protocole n° 4, visant aussi le refoulement. La Cour a rappelé qu'une interprétation limitant le domaine d'application de cette disposition « aux expulsions collectives effectuées à partir du territoire national des États parties à la Convention » serait contraire à une interprétation de la Convention dans son ensemble (*Hirsi Jamaa et autres* précité, § 173) et ne serait pas non plus imposée par les travaux préparatoires qui ne s'opposent pas à une interprétation extensive (ivi, § 174). Ce qui est plus grave, l'article 4 du Protocole n° 4 se verrait ainsi privé d'effet utile à l'égard des phénomènes migratoires contemporains (ivi, § 177).
89. Les mêmes principes ont été jugés applicables par la Cour dans l'affaire *Sharifi*. Dans cette affaire, où des « réadmissions » en Grèce sur la base d'un accord bilatéral étaient en cause, la Cour n'a pas jugé nécessaire d'établir si les requérants étaient entrés sur le territoire italien, car

« [c]ompte tenu de ce que même les interceptions en haute mer tombent sous l'empire de l'article 4, il ne peut qu'en aller de même pour le refus d'admission sur le territoire

national dont, selon la thèse du gouvernement italien, feraient légalement l'objet les personnes arrivées clandestinement en Italie » (*Sharifi* précité, § 212).

90. **Les requérants ne voient aucune raison justifiant un revirement de cette jurisprudence bien établie.**
91. Il convient en plus de rappeler que, dans le cas d'espèce, contrairement aux affaires mentionnées ci-dessus, les requérants sont **entrés sur le territoire italien** et y sont **restés**, en état de détention, **pendant un laps de temps significatif**, avant d'être expulsés. Une situation qui, contrairement à ce que soutient le Gouvernement sur la base d'une donnée formelle et d'une qualification juridique purement interne, ne peut même pas être qualifiée de « refoulement » selon le droit international, mais relève au contraire de la notion classique d'« expulsion ».
92. La distinction entre « expulsion » et « non admission » (ou « refoulement ») d'un étranger est caractérisée selon le droit international par le fait que, dans le premier cas, la personne concernée, ayant auparavant franchi, légalement ou pas, la frontière, se trouve sur le territoire de l'État qui veut l'éloigner. Sous l'angle du droit international coutumier, selon la Commission du droit international, l'« expulsion » est un « un acte juridique ou un comportement attribuable à un État par lequel un étranger est contraint de quitter le territoire de cet État » (article 2, lettre a, du *Projet d'articles sur l'expulsion des étrangers* de 2014, dans *Annuaire de la Commission du droit international*, 2014, vol. II(2)).
93. Dans le commentaire à cet article (par. 5), la Commission a précisé que la notion d'« expulsion » couvre aussi « les mesures adoptées par un État afin de contraindre un étranger déjà présent, bien qu'illégalement, sur son territoire à quitter celui-ci ». Notamment « [s]era ainsi considéré comme étant en situation irrégulière un étranger qui franchit la frontière de l'État expulsant en violation des règles relatives à l'admission des étrangers » (CDI, *Deuxième rapport du rapporteur spécial M. Kamto*, UN doc. A/CN.4/573 du 20 juillet 2006).
94. Cette notion d'expulsion avait été, par ailleurs, défendue par le Gouvernement italien lui-même ! Dans l'affaire *Hirsi*, le Gouvernement s'était défendu en affirmant que « la garantie offerte par [l'article 4 du Protocole n° 4] entre en jeu seulement en cas d'expulsion de personnes qui se trouvent sur le territoire d'un État **ou qui ont franchi illégalement la frontière nationale** » (*Hirsi Jamaa et autres* précité, § 160).

95. Enfin, il faut rappeler qu'**en droit italien**, lorsqu'un étranger sans titre est admis sur le territoire de l'État pour lui prêter secours, son éloignement ou rapatriement peut résulter de deux moyens alternatifs : soit le « **refoulement différé** », ordonné par une décision immédiatement exécutoire du *questore* (chef de la police), soit l'**expulsion**, sur décision du préfet, suivie d'un décret exécutoire du chef de la police confirmé par le juge de paix (article 13, alinéa 2, lettre (a) du décret législatif n° 286 de 1998). Le choix de l'un ou l'autre de ces instruments est laissé à la discrétion absolue des autorités de police.
96. La thèse du Gouvernement donnerait donc aux autorités de police la possibilité de soustraire aux garanties de l'article 4 du Protocole n° 4 toute personne ayant été secourue et transférée sur le territoire italien en décidant simplement de ne pas avoir recours à l'expulsion mais au « refoulement différé ». Ainsi, **on empêcherait l'application de la norme sur les expulsions collectives précisément dans les hypothèses où l'étranger est le plus exposé à un risque de mesures collectives**, c'est-à-dire dans les cas où les autorités de police décident d'utiliser l'instrument accéléré et pauvre en garanties que constitue le « refoulement différé ».
97. En conclusion, la thèse du Gouvernement aurait l'effet de subordonner l'application de la garantie conventionnelle au choix discrétionnaire des autorités de police quant à l'**étiquette juridique** dont relève le rapatriement, empêchant l'application de la garantie conventionnelle dans la réalité de la gestion des phénomènes migratoires contemporains, étant donné que le « refoulement différé » est aujourd'hui encore largement utilisé, comme il l'était en 2011. De cette façon, à travers la simple qualification juridique du rapatriement comme « refoulement différé » plutôt que comme expulsion, **la protection contre l'interdiction des rapatriements collectifs serait rendue théorique et illusoire et non pas concrète et effective**, ce que l'arrêt *Hirsi* recommandait d'éviter.

3. *L'expulsion des requérants est de nature « collective »*

98. Comme la Cour l'a affirmé dans l'affaire *Hirsi* et rappelé dans l'affaire *Sharifi*,
« d'après la jurisprudence bien établie de la Commission européenne des droits de l'homme et de la Cour, le but de l'article 4 est d'éviter que les États puissent éloigner un certain nombre d'étrangers sans examiner leur situation personnelle et, par conséquent, sans leur permettre d'exposer leurs arguments s'opposant à la mesure

prise par l'autorité compétente » (*Sharifi* précité, § 210 ; *Hirsi Jamaa et autres* précité §177).

Elle a ainsi précisé que

« [e]u égard à l'objet et au but de l'article 4 du Protocole no 4 ainsi qu'à la règle de l'effet utile, la Cour doit vérifier l'existence, en l'espèce, de garanties suffisantes attestant une **prise en compte réelle et différenciée de la situation individuelle** de chacune des personnes concernées par les mesures litigieuses (*Hirsi Jamaa et autres*, précité, §§ 183-185) » (*Sharifi* précité, § 214)

99. Cette idée découle de l'**ensemble de la jurisprudence sur cet article** (voir les arrêts et les décisions cités dans *M.A. c. Chypre* précité, § 245).

Se situant dans le prolongement de cette jurisprudence, la Chambre dans la présente affaire a qualifié de collective l'expulsion ayant frappé les requérants et a fait droit à leur demande de constater la violation de l'article 4 du Protocole n° 4, dans la mesure où les requérants ont été rapatriés sans que les autorités italiennes n'aient en aucune manière apprécié leur situation individuelle.

100. La **différence entre les parties** (ainsi que le désaccord entre la décision de la Cour et l'opinion de la minorité dans l'arrêt rendu par la Chambre) quant au caractère collectif de l'expulsion litigieuse se concentre sur **deux éléments** : **a)** le rôle de la situation générale dans le pays de destination (notamment par rapport à l'opinion dissidente des Juges Sajò et Vučinić) ; et **b)** la nécessité d'un entretien individuel pour exclure la nature collective de l'expulsion.

a) La situation générale du respect des droits de l'homme dans le pays de destination : une question mal posée

101. L'invocation par le Gouvernement d'une situation générale de respect des droits de l'homme en Tunisie, ainsi que la pertinence attribuée par les juges minoritaires à la nature de « pays sûr » de ce pays comme élément à apprécier pour statuer sur ce grief, méconnaissent la nature de celui-ci et la portée et le but de l'article 4 du Protocole n° 4.
102. La garantie offerte par cette disposition a trait aux **modalités selon lesquelles un État décide d'expulser un groupe de personnes** et met en œuvre cette décision. Elle ne vise pas une protection contre les conséquences que les personnes ainsi expulsées pourraient subir dans les pays de destination, cette protection étant garantie par l'art. 3 de la Convention. En concluant différemment, on modifierait le

caractère de la protection offerte par l'article 4 du Protocole n° 4 qui est de **nature procédurale** (en ce sens, voir *mutatis mutandis*, Comité des droits de l'homme, Observation générale n° 15: Situation des étrangers au regard du Pacte, 11 avril 1986, par. 10) : **elle ne vise pas seulement des catégories d'étrangers qui seraient vulnérables, tout en étant la condition procédurale préalable pour la protection effective de ceux-ci** (en ce sens, voir le commentaire au *Projet d'articles sur l'expulsion des étrangers*, précité, p. 15, selon lequel l'expulsion collective

« serait contraire aux **garanties procédurales** dont doit bénéficier l'étranger objet de l'expulsion (...) L'interdiction des expulsions collectives ne porte directement que sur la procédure, et non sur le motifs de fond de l'expulsion. Cependant, pour autant qu'il n'autorise que les mesures exécutées à la suite d'une décision prise conformément à la loi, son objectif évident est d'éviter les expulsions arbitraires ».

103. En d'autres termes, l'article 4 du Protocole n° 4 offre une « anticipation de protection » par rapport à l'article 3 de la Convention, en introduisant pour les étrangers soumis à une procédure d'éloignement un **droit autonome de caractère procédural**, c'est-à-dire **le droit de la personne à exposer ses arguments s'opposant à la mesure d'expulsion et à une prise en compte réelle et différenciée de sa situation individuelle**.
104. Dans ce contexte, loin d'être une circonstance excluant la nature collective de l'expulsion, **l'appel du Gouvernement** aux conditions généralisées de respect des droits de l'homme en Tunisie à l'époque des faits, **renforce la conviction qu'il n'y a eu aucune prise en compte individuelle de la situation de chaque membre de ce groupe**. Les requérants ont été expulsés seulement à cause de leur nationalité tunisienne et sans que leur situation individuelle ne soit prise en considération, notamment parce que la présomption d'une condition générale de sécurité et de protection des droits de l'homme en Tunisie a été jugée suffisante.

b) L'insuffisance de l'identification et la nécessité d'un entretien individuel

105. Ayant écarté la pertinence de la situation dans le Pays de retour prétendument sûr, la **question décisive** est de savoir si, au-delà de l'identification et de l'établissement de la nationalité, un **entretien individuel** avec l'autorité est ou non nécessaire pour que l'expulsion ne constitue pas une violation de l'article 4 du Protocole n° 4.

106. En partant une fois encore de l'**analyse de la jurisprudence** de la Grande Chambre, la **seule différence** entre l'affaire *Hirsi* et la présente affaire est que dans cette dernière les requérants ont fait l'objet d'identification et ont été destinataires de **décrets de « refoulement différé » en « photocopie »**.
107. Quant à cette dernière circonstance, les requérants partagent la jurisprudence établie de la Cour selon laquelle « le fait que plusieurs étrangers fassent l'objet de décisions semblables ne permet pas en soi de conclure à l'existence d'une expulsion collective ». Ce fait, néanmoins, est un indice à prendre en compte, de sorte qu'il incombe à l'État défendeur de prouver positivement le contraire.
108. La Cour, dans l'arrêt rendu par la Chambre, a observé que « le Gouvernement n'a produit aucun document susceptible de prouver que **des entretiens individuels** portant sur la situation spécifique de chaque requérant auraient eu lieu avant l'adoption de ces décrets » (§ 156)
- Quand la nature individuelle d'un arrêté d'expulsion ne résulte pas *prima facie* de l'acte lui-même, à raison de la considération de faits et motifs portant sur des circonstances propres à son destinataire, **la jurisprudence de la Cour a toujours demandé que la preuve d'un entretien individuel soit fournie par le Gouvernement défendeur**.
109. Dans certaines affaires, pour conclure à la **violation de l'article 4 du Protocole n° 4**, la Cour a attribué une valeur décisive à des circonstances indiquant que les personnes concernées n'avaient pas, ou n'auraient pas pu, bénéficier d'un entretien individuel effectif sur leur situation personnelle.
110. Dans l'**affaire Hirsi**, même si elle aurait pu fonder sa conclusion exclusivement sur l'absence d'identification, la Cour a néanmoins relevé « que le personnel à bord des navires militaires n'était pas formé pour mener des entretiens individuels et n'était pas assisté d'interprètes et de conseils juridiques ». Ceci indique clairement que l'existence d'un entretien individuel avec du personnel qualifié est considérée par la Grande Chambre comme une condition pour conclure à l'existence de garanties suffisantes attestant une prise en compte réelle et différenciée de la situation individuelle de chacune des personnes concernées.

111. Dans l'affaire *Sharifi*, par rapport au requérant M. Reza Karimi, la Cour a conclu à la violation de l'article 4 du Protocole n° 4 **même si la personne concernée avait été identifiée**, à raison du fait qu'il n'y avait pas de preuve de la présence, au cours de la procédure d'identification, d'un interprète ou d'un conseiller juridique indépendant, c'est-à-dire les indices d'un entretien individuel conforme aux exigences de l'article 4 du Protocole n° 4 que la Cour avait utilisé dans l'affaire *Hirsi*.
112. Dans d'autres affaires, en revanche, la Cour a **exclu la violation de l'article 4 du Protocole n° 4 parce qu'il y avait la preuve d'un entretien individuel**.
113. Dans l'affaire *M.A. c. Chypre* – cité par le Gouvernement et les juges minoritaires comme un précédent auquel l'arrêt de la Chambre ne serait pas conforme – le requérant avait été amené à un poste de police avec d'autres personnes participant à une manifestation et le décret d'expulsion le concernant avait été rédigé sur un formulaire en des termes identiques à ceux d'autres personnes se trouvant dans la même situation. La Cour a néanmoins observé que le requérant et les autres personnes concernées avaient fait l'objet d'une procédure d'asile durant cinq ans et qu'une voie de recours leur avait été ouverte pour contester, le cas échéant, une décision de rejet. Il est donc évident que les personnes concernées avaient bénéficié d'un entretien individuel.
114. Dans *Sultani v. France* (no. 45223/05, ECHR 2007-IV), la Cour a exclu toute violation de l'article 4 du Protocole n° 4 si la décision d'expulsion du requérant était exécutée, car les autorités avaient, dans leur décision de rejet des demandes d'asile, pris en considération aussi bien le contexte général prévalant en Afghanistan que les déclarations du requérant quant à sa situation personnelle et aux risques allégués en cas de retour dans son pays d'origine.
115. Dans *Andric c. Suède* (no. 45917/99, 23 février 1999) chaque requérant avait présenté une demande individuelle aux services de l'immigration et avait pu exposer les arguments militant contre son renvoi en Croatie. Il n'y avait donc pas de violation de l'article 4 du Protocole n° 4, car les autorités avaient pris en compte non seulement la situation générale mais également les antécédents particuliers de chaque requérant et les risques qu'il courait en cas de rapatriement.
116. Il ressort donc clairement de l'analyse de l'ensemble des précédents relatifs à l'article 4 du Protocole n° 4 que la Cour estime que, pour exclure la nature collective d'une

expulsion, **la simple identification de l'étranger n'est pas suffisante**, mais il est nécessaire que soit apportée la preuve que l'étranger a eu la possibilité de faire apprécier sa situation lors d'un entretien individuel.

117. L'arrêt rendu par la Chambre est donc **dans la continuité de la jurisprudence constante** de la Cour, et en particulier de la Grande Chambre. Exiger que l'étranger ait la possibilité de soumettre sa situation à une appréciation individuelle de l'autorité afin que l'expulsion ne puisse être qualifiée de collective ne signifie absolument pas, comme l'affirment les juges minoritaires dans leur opinion dissidente, desservir « gravement une notion de droit international intentionnellement conçue pour être étroite et ciblée, censée ne s'appliquer que dans les circonstances les plus extrêmes ».
118. C'est exactement le contraire. Si la Grande Chambre devait juger, comme le demandent le Gouvernement et les juges minoritaires, que pour respecter l'interdiction des expulsions collectives, un simple contrôle de l'identité et de la nationalité de la personne suffirait, sans que soit nécessaire une appréciation individuelle de la situation de chacun, cela constituerait une **grave fracture par rapport à la jurisprudence constante de la Cour** et finirait par **vider de sa substance la garantie procédurale prévue à l'article 4 du Protocole n° 4**. Il ne découlerait de cet article que l'obligation pour les États d'établir l'identité et la nationalité de l'étranger, alors que l'expulsion sur la seule base de l'établissement de la nationalité, comme celle à laquelle ont été soumis les requérants, est un exemple très clair d'une expulsion décidée à l'égard d'un individu sur la base de raisons qui ne dépendent pas de sa situation individuelle, mais de son **appartenance à un groupe**, ce qui correspond exactement à la notion incontestée d'expulsion collective que même les juges minoritaires déclarent partager dans leur opinion dissidente.

4. Conclusions

119. La demande de renvoi du **Gouvernement** se conclut sur la considération selon laquelle la notion d'expulsion collective affirmée dans l'arrêt rendu par la Chambre

« conduirait forcément à **déstabiliser** des situations où un certain degré de caractère concret et discrétionnaire des décisions est nécessaire, notamment si l'on veut tenir compte des multiples exigences auxquelles les États doivent faire face dans situations d'urgence humanitaire comme celle exposée dans l'affaire en examen. Situations qui

exigent une **approche réaliste, équilibrée et légitime** au moment de décider l'application des règles d'ordre éthique et juridique pour les droits des personnes ».

120. Encore une fois, c'est exactement le contraire. La nécessité que tout éloignement d'un étranger du territoire de l'État soit subordonné à une appréciation individuelle est, contrairement à ce que dit le Gouvernement, tellement « réaliste, équilibrée et légitime » qu'elle est partagée dans tous les contextes (internationaux et nationaux) dans lesquels la question s'est posée.
121. En ce qui concerne le **droit international coutumier**, dans le *Projet d'articles sur les expulsions des étrangers* précité, l'article 9, précisément consacré à l'« **interdiction de l'expulsion collective** », dispose au § 1 que « l'expulsion collective s'entend de l'expulsion d'étrangers en tant que groupe » ; au § 3, il est précisé que « un État peut expulser concomitamment les membres d'un groupe d'étrangers, à condition que la mesure d'expulsion soit prise à l'issue et sur la base d'une **appréciation de la situation particulière** de chacun des membres qui forment le groupe » (voir le Commentaire de la Commission précité sur ce point, p. 16).
122. Dans le **cadre de l'Union européenne**, un arrêt récent de la Cour de justice, relatif à l'interprétation de la directive « retour », a affirmé le principe selon lequel

« l'article 6 de la directive 2008/115/CE doit être interprété en ce sens qu'il comprend, pour un ressortissant d'un pays tiers en séjour irrégulier, le droit d'**exprimer**, avant l'adoption d'une décision de retour le concernant, **son point de vue** sur la légalité de son séjour, sur l'éventuelle application des articles 5 et 6, paragraphes 2 à 5, de ladite directive ainsi que sur les modalités de son retour » (*Boudjlida* (affaire C-249/13), arrêt du 11 décembre 2014 ; dans le même sens, *Mukarubega* (affaire C-166/13), arrêt du 5 novembre 2014).
123. Sur le **plan interne**, le très récent Rapport de la Commission du Sénat de 2016 précité (Annexe n° 4) est également significatif. La Commission constate que, dans le CSPA de Lampedusa, le choix d'attribuer à un migrant le statut de possible demandeur d'asile à accueillir ou celui de migrant en situation irrégulière à renvoyer le plus tôt possible est effectué sur la base de la seule compilation d'une fiche d'informations contenant « l'identité, la photo et les informations de base sur la personne, ainsi que l'indication relative à sa volonté ou non de demander la protection internationale ». Le formulaire qui est soumis aux migrants lors de leur entrée dans le centre, donc quelques heures seulement après qu'ils ont été secourus en mer, présente la possibilité d'indiquer, parmi les motifs de l'arrivée en Italie, les options suivantes : travail ; regroupement familial ; fuite de la pauvreté ; demande

d'asile ; ou autres motifs. Si l'on coche la case « travail », on est destiné au retour sur la base d'une mesure de « refoulement différé ».

124. Cette pratique a été durement critiquée par la commission du Sénat qui souligne que
- « ce passage fondamental et nécessaire pour une première distinction entre les demandeurs d'asile/potentiellement replacés et ceux en 'situation irrégulière', comme cela est écrit dans la feuille de route du ministère de l'Intérieur, se déroule donc lorsque les réfugiés qui viennent d'être secourus en mer et débarqués sont souvent bien évidemment encore sous le choc d'un voyage long et risqué. **Il ne s'agit pas d'un véritable entretien**, mais de la seule compilation d'un questionnaire formulé de manière condensée et peu compréhensible ».
125. Dans les conclusions du rapport, lorsque la Commission identifie les « **interventions urgentes** » à mettre en œuvre pour rendre la gestion du centre compatible avec les droits fondamentaux, la première indication est celle de prévoir « **le déroulement d'un véritable entretien** pour déterminer l'éventuel besoin de protection en présence d'opérateurs UNHCR, sans se limiter à la compilation d'un questionnaire ».
126. Un organe influent de l'État italien reconnaît donc la nécessité que les expulsions ne puissent être effectuées qu'après une réelle appréciation de chaque situation et constate que tel n'est pas encore le cas dans la pratique actuelle. En revanche, en demandant devant la Grande Chambre de nier la nécessité d'un entretien individuel, le Gouvernement voudrait que la Cour non seulement démente sa propre jurisprudence unanime, mais aussi qu'elle reconnaisse un niveau de protection des droits fondamentaux inférieur à ce qui est prévu par le droit international coutumier, par le droit de l'Union européenne et dans l'analyse d'une commission officielle de l'État italien lui-même.
127. Nous ne pouvons qu'espérer que la Grande Chambre ne veuille pas accomplir ce qui serait un pas à l'arrière grave et non motivé dans la protection des droits de l'homme en matière d'expulsions et veuille au contraire ajouter sa voix influente pour confirmer **la nécessité que toute forme d'éloignement de l'étranger, quel que soit son statut juridique, n'intervienne qu'à l'issue d'un entretien individuel entre l'intéressé et l'autorité**. Un droit incontesté selon toutes les sources en la matière et, toutefois, très souvent violé dans la pratique italienne, étant donné que le mécanisme du « refoulement différé », dont les requérants ont été destinataires, permet aujourd'hui encore aux autorités de police de procéder aux retours sans aucune autre vérification que celle de la nationalité.

E. CONCLUSIONS ET DEMANDES AU TITRE DE L'ARTICLE 46

128. En conclusion, nous demandons à la Grande Chambre de **confirmer l'interprétation de la notion d'expulsion collective retenue dans l'arrêt rendu par la Chambre**, constatant à la lumière de cette notion que les requérants ont subi une violation du droit qui leur est reconnu par l'article 4 du Protocole n° 4.
129. Étant donné que, comme dans le cas de la violation de l'article 5, la violation n'a pas une nature épisodique mais structurelle, nous demandons également à la Grande Chambre de bien vouloir condamner l'État, en vertu de l'article 46 de la Convention, à l'adoption de **mesures de caractère général**, consistant en des dispositions législatives en vertu desquelles pour toute hypothèse d'éloignement de l'étranger du territoire de l'État, indépendamment de la qualification juridique à titre d'expulsion ou de « refoulement différé », l'éloignement ne puisse intervenir qu'après que l'étranger a eu accès à une procédure d'appréciation individuelle de sa situation par les autorités de l'État.

V. SUR LA VIOLATION DE L'ARTICLE 13 COMBINÉ AVEC LES ARTICLES 3 DE LA CONVENTION ET 4 DU PROTOCOLE N° 4

A. LES ARGUMENTS DES REQUÉRANTS

130. Les requérants se plaignent de la violation de l'**article 13 combiné avec l'article 3**, en ce que pendant toute la durée de leur détention illégale, ils n'ont jamais eu la possibilité d'exposer à une autorité italienne les conditions dégradantes auxquelles ils étaient soumis. Ils invoquent également la violation de l'**article 13 combiné à l'article 4 du Protocole n° 4** en ce que la possibilité abstraite de former recours contre la décision de refoulement auprès du juge de paix d'Agrigente, indiquée par le Gouvernement, ne satisfait pas aux conditions du recours effectif prévu à l'article 13, étant donné que l'éventuel recours n'aurait pas eu d'**effet suspensif** de l'exécution du rapatriement.

B. L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE

131. La Chambre a reconnu la violation de l'article 13 combiné avec l'article 3 de la Convention en ce que le Gouvernement n'a indiqué **aucune voie de recours à travers laquelle les requérants auraient pu dénoncer les conditions dégradantes de rétention dans le CSPA ou à bord des navires Vincent et Audace** (§§ 168-169).
132. Concernant l'article 13 combiné avec l'article 4 du Protocole n° 4, la Chambre a rappelé que la Cour a affirmé à maintes reprises que l'effectivité d'un recours au sens de l'article 13 requiert un **recours de plein droit suspensif** lorsqu'il s'agit de griefs tirés de l'article 4 du Protocole n° 4 (§ 167 où sont cités les précédents *Čonka c. Belgique*, précité, §§ 81-83 et *Hirsi Jamaa et autres*, précité, § 206 ; *De Souza Ribeiro c. France* [GC], n° 22689/07, § 82, CEDH 2012). Dans le cas d'espèce, les décrets de refoulement eux-mêmes indiquaient explicitement que l'introduction du recours **n'avait aucun effet suspensif**, donc ce recours ne saurait être considéré comme effectif selon la jurisprudence constante de la Cour et il y a par conséquent eu **violation de l'article 13** combiné avec l'article 4 du Protocole n° 4.
133. L'opinion dissidente des juges Sajò et Vučinić sur ce point se limite à affirmer que « compte tenu de notre position sur le terrain de l'article 3 de la Convention et de l'article 4 du Protocole n° 4 (non-violation), nous concluons qu'il n'y a pas eu violation de l'article 13 non plus ».

C. LA DEMANDE DE RENVOI

134. Dans la demande de renvoi, le Gouvernement ne mention pas les griefs ici exposés.

D. LES OBSERVATIONS DES REQUÉRANTS À LA LUMIÈRE DE LA DEMANDE DE RENVOI ET EU ÉGARD À L'ARRÊT RENDU PAR LA CHAMBRE

135. Dans la mesure où ni le Gouvernement, ni les juges dans leur opinion dissidente n'exposent d'argument à l'appui de l'exclusion des violations en question, il ne nous semble pas nécessaire de nous pencher de manière approfondie sur cette question,

étant donné que, sur ce point, l'arrêt rendu par la Chambre se limite à rappeler et appliquer des principes plusieurs fois répétés par la Cour.

136. Concernant la violation de l'**article 13 combiné avec l'article 3**, il suffit de rappeler que même si les requérants auraient eu en théorie la possibilité d'introduire un recours devant le juge de paix contre les décrets de refoulement pour contester la légalité de leur rapatriement vers la Tunisie, **ils n'avaient nullement la possibilité de faire valoir les conditions dégradants de leur détention** (illégale) afin d'obtenir un redressement qui satisfait aux exigences de l'article 13 de la Convention.
137. Concernant, en revanche, la violation de l'**article 13 combiné avec l'article 4 du Protocole n° 4**, il convient seulement de souligner que l'affirmation de l'arrêt rendu par la Chambre, selon laquelle lorsqu'il s'agit d'une violation de l'article 4 du Protocole n° 4, le recours, pour être effectif, doit avoir un effet suspensif, n'est que la conséquence logique du principe herméneutique selon lequel les dispositions de la Convention doivent être interprétées de manière à reconnaître des « **garanties concrètes et effectives** et non pas théoriques et illusoire ». Si la victime d'une expulsion collective ne peut exercer une voie de recours contre la décision d'expulsion qu'après l'exécution de celle-ci, il est évident que la protection contre cette violation n'est qu'apparente, alors que pour donner un contenu effectif au droit reconnu à l'article 13, il est indispensable que l'appréciation sur la légalité de l'expulsion intervienne **avant son exécution**. Il en découle qu'en matière d'expulsions collectives, le recours, pour être effectif aux termes de l'article 13, doit nécessairement avoir un caractère suspensif.
138. Il convient également d'observer que la violation en question a été reconnue par la Cour dans l'affaire *Conka*, dans une situation où la législation nationale prévoyait abstraitement la possibilité que, si un recours était formé contre la décision d'expulsion, le juge pouvait décider d'en suspendre l'exécution. Dans le cas d'espèce, en revanche, ce sont les décrets de refoulement eux-mêmes qui précisent que **le recours ne peut jamais avoir d'effet suspensif**; de sorte que la violation de l'article 13 combiné avec l'article 4 du Protocole n° 4 apparaît encore plus grave qu'elle ne l'était dans des situations où la Cour a déjà statué qu'il y avait eu violation dudit article.

139. Encore une fois, le « **refoulement différé** » constitue un instrument qui permet aux autorités de police de nier à l'étranger les droits qui lui sont reconnus par la Convention et ses protocoles. En effet, non seulement il permet en pratique, comme nous l'avons vu ci-dessus, de procéder à des expulsions collectives qui violent l'article 4 du Protocole n° 4, mais elle **nie aussi à l'étranger la possibilité de former un recours doté d'un effet suspensif** en ce qu'elle entraîne le retour immédiat de l'étranger sur la base de la décision des autorités de police, contrairement à ce que requiert l'article 13 combiné avec l'article 4 du Protocole n° 4 selon l'interprétation bien établie de la Cour.

E. CONCLUSIONS ET DEMANDES AU TITRE DE L'ARTICLE 46 DE LA CONVENTION

140. En conclusion, les requérants demandent à la Grande Chambre de bien vouloir **confirmer les conclusions de l'arrêt rendu par la Chambre** en ce qui concerne la violation de l'article 13 combiné avec les articles 3 de la Convention et 4 du Protocole n° 4.
141. Pour ce qui concerne l'**art. 13 combiné avec l'art. 3**, étant donné que la violation n'a pas une nature épisodique mais **structurelle**, nous demandons aussi à la Grande Chambre de bien vouloir condamner l'État, en vertu de l'article 46 de la Convention, à prévoir par voie législative la possibilité pour les étrangers en situation irrégulière qui, après l'arrivée sur le territoire italien, sont retenus dans les centres CSPA, d'avoir accès à une autorité judiciaire qui puisse évaluer le respect des conditions prévues par l'art. 3 de la Convention.
142. Même par rapport à l'**article 13 combiné avec l'article 4 du Protocole n° 4**, la violation a un **caractère structurel**, en ce que la législation sur le « refoulement différé » ne prévoit aucun recours ayant un effet suspensif à l'égard d'une mesure qui peut relever d'une expulsion collective. Pour ces motifs, les requérants demandent à la Cour de condamner l'État, en vertu de l'article 46 de la Convention, à l'adoption de mesures de caractère général consistant dans la prévision législative d'un recours ayant effet suspensif de plein droit contre les décisions de « refoulement différé »,

lorsque un grief défendable de violation de l'interdiction des expulsions collectives est en cause.

VI. DEMANDES DE SATISFACTION ÉQUITABLE AU SENS DE L'ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

A. DOMMAGE

143. Quant à la demande de satisfaction équitable, les requérants demandent à être indemnisés des conséquences préjudiciables des violations alléguées, notamment du préjudice moral, et des frais et dépens assumés au niveau interne et devant la Cour, le droit national ne permettant pas d'effacer les conséquences de la violation alléguée. En particulier, ils soulignent que leur rétention dans le Centre de Lampedusa et sur les navires "*Vincent*" et "*Audacia*", dans des conditions pénibles, en l'absence d'information sur les motifs et la durée de la privation de leur liberté et d'une quelconque voie légale pour en contester la légalité, ainsi que leur expulsion collective vers la Tunisie, ont provoqué chez eux de l'anxiété et de l'angoisse, ainsi que des dommages à leur bien-être psychologique.

144. Par conséquent, **chaque requérant** réclame les sommes suivantes, en raison du **préjudice moral** subi :

- 10.000 EUR, pour la violation de l'art. 3 de la Convention dans le volet matériel;
- 30.000 EUR, pour la violation de l'art. 5 de la Convention ;
- 10.000 EUR, pour la violation de l'art. 4 du Protocole n° 4 ;
- 15.000 EUR, pour la violation de l'art. 13 de la Convention.

En conclusion, les requérants demandent **65 000 EUR** chacun au titre de préjudice moral. Les requérants estiment que l'octroi d'une indemnité, telle que celle indiquée, est justifié en raison de la gravité des violation subies qui les ont placé hors des conditions minimales de protection par la loi appartenant à toute société se disant démocratique et attachée à la protection des droit fondamentaux de l'individu.

En tout cas, les requérants se remettent, quant à la quantification en équité du préjudice moral subi, à la sagesse de cette Cour.

145. Les requérants demandent que les montants que la Cour décidera de leur reconnaître à ce titre soient virés sur les comptes suivant :

B. FRAIS ET DEPENS

146. *Omissis*

VII. DEMANDES D'INDICATION DE MESURES GÉNÉRALES AU SENS DE L'ARTICLE 46 DE LA CONVENTION

147. À la lumière de la **nature systématique et structurelle des violations** alléguées, les requérants demandent que la Cour indique au Gouvernement l'adoption de mesures effectives à caractère général capables d'empêcher des violations analogues dans le futur.
148. Notamment, les requérants estiment nécessaire que des réformes législatives et administratives soient mises en place dans un délai raisonnable pour assurer :
- a) Que **toute privation de liberté** dans le cadre du contrôle de l'immigration:
 - soit fondé sur une **base légale suffisante**, conformément à l'article 5 § 1 de la Convention ;
 - soit **susceptible de contrôle juridictionnel** tant en relation à sa légalité (article 5 § 4 de la Convention), que quant au respect des conditions minimales de dignité (art. 13 par rapport à l'art. 3 de la Convention).
 - b) Que toute **mesure d'expulsion** d'un étranger (quelle que soit sa qualification en droit interne) :
 - soit adoptée à la suite d'un **véritable examen individuel** de sa situation à l'issue d'un **entretien individuel** (article 4 du Protocole n° 4 de la Convention);
 - soit soumise à un **recours effectif** ayant effet suspensif de plein droit lorsque un grief défendable de violation de l'interdiction des expulsions collectives est en cause (article 13 de la Convention combiné avec l'article 4 du Protocole n° 4 de la Convention).

PAR CES MOTIFS, LES REQUÉRANTS DEMANDENT QUE LA COUR,

1. *Déclare* la requête recevable ;
2. *Dise* qu'il y a eu violation de **l'article 3** de la Convention, sous son **volet matériel** ;
3. *Dise* qu'il y a eu violation de **l'article 5, par. 1, 2 et 4** de la Convention ;
4. *Dise* qu'il y a eu violation de **l'article 4 du Protocole n° 4** ;
5. *Dise* qu'il y a eu violation de **l'article 13** de la Convention, combiné avec **l'article 3** de la Convention ;
6. *Dise* qu'il y a eu violation de **l'article 13** de la Convention, combiné avec **l'article 4 du Protocole n° 4** ;
7. *Dise* que les violations constatées ci-dessus résultent de **problèmes structurels** liés au dysfonctionnement de la législation et de la pratique internes occasionnés par le manque d'observation des dispositions légales internes en matière de privation de liberté des étrangers pénétrant sans titre évident sur le territoire national, lesquels sont, par conséquent, soumis à détention sans base légale, dans des conditions inhumaines et dégradantes et sans possibilité de contester devant un juge ni la légalité ni les conditions de leur détention ;
8. *Dise* que l'État défendeur doit garantir, au sens de **l'article 46** de la Convention, par des **mesures générales** appropriées et dans un délai raisonnable, la **mise en œuvre des droits en question** pour les personnes se trouvant dans une situation similaire à celle des requérants ;
9. *Dise*

- a) que l'État défendeur doit verser à **chaque** requérant, dans les trois mois, **EUR** *omissis* au titre du dommage moral subi, plus tout montant pouvant être dû à titre d'impôt;
- b) que l'État défendeur doit verser, dans les trois mois, **EUR** *omissis* conjointement aux requérants au titre des frais et dépens, plus tout montant pouvant être dû par eux à titre d'impôt, **à verser directement sur les comptes bancaires de leurs représentants** ;
- c) qu'à compter de l'expiration dudit délai et jusqu'au versement, ces montants seront à majorer d'un intérêt simple à un taux égal à celui de la facilité de prêt marginal de la Banque centrale européenne applicable pendant cette période, augmenté de trois points de pourcentage.

Milan, 22 Avril 2016

M^c Luca Masera

Pièces annexées

1. Sénat de la République italienne, Commission extraordinaire pour la défense et la promotion des droits de l'homme, *Rapport sur l'état des droits de l'homme dans les établissements pénitentiaires et dans les centres d'accueil et de rétention pour les migrants en Italie*, mars 2012 [en italien]
<http://www.senato.it/documenti/repository/commissioni/dirittiumani16/Rapporto%20carceri.pdf>
2. Council of Europe, Parliamentary Assembly, Committee on Migration, Refugees and Population, *Report on the visit to Lampedusa (Italy) (23-24 May 2011)*, 30.9.2011
http://assembly.coe.int/CommitteeDocs/2011/amahlarg03_REV2_2011.pdf
3. Amnesty International, *Amnesty International findings and recommendations to the Italian authorities following the research visit to Lampedusa and Mineo*, 21.4.2011
https://www.google.it/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=2&cad=rja&uact=8&ved=0ahUK_EwjRoPLdnaDMAhXJUHQKHdVFBDwQFggI:MAE&url=https%3A%2F%2Fwww.amnesty.org%2Fdownload%2FDocuments%2F28000%2Feur300072011en.pdf&usq=AEOjCNHWyvgpntUzx8eZWnz1q0CW8AYdtw&sig2=ML0AsemQEne9Kwioo_r5Jg
4. Sénat de la République italienne, Commission extraordinaire pour la protection et la promotion des droits de l'homme, *Rapport sur les centres d'identification et d'expulsion en Italie*, février 2016 [en italien]
https://www.senato.it/application/xmanager/projects/leg17/file/repository/commissioni/dirittiumaniXV/II/rapporto_cie.pdf
5. Road map, 28 septembre 2015 [en italien]
<http://www.asgi.it/wp-content/uploads/2015/11/Roadmap-2015.pdf>
6. Médecins sans frontières, *Rapport*, 17.11.2015 [en italien]
http://archivio.medicisenzafrontiere.it/pdf/Rapporto_CPI_CPSA_Pozzallo_final.pdf
7. Ministère de l'Intérieur, Observations soumises à la Chambre [en italien]
8. Ministère de l'Intérieur, *Le modèle Lampedusa* [en italien]
http://www.interno.it/mininterno/export/sites/default/it/sezioni/sala_stampa/notizie/immigrazione/0713_2008_10_13_modello_lampedusa.html
9. Documents photographiques A), B), C), D), E)
10. Agence de presse italienne (ANSA), Déclarations d'un membre du parlement italien [en italien]
11. Médecins sans frontières, « *préoccupations* » concernant ce qui se passait sur les navires, 28 septembre 2011 [en italien]
<http://www.medicisenzafrontiere.it/notizie/news/medici-senza-frontiere-chiede-laccesso-alle-navi-dove-sono-trattenuti-i-migranti>

12. *Report by Thomas Hammarberg, Commissioner for Human Rights of the Council of Europe, following his visit to Italy on 13-15 January 2009* (Executive Summary, § 3; § 73)
13. Amnesty International, EU Office, *Situation of asylum seekers and migrants in Lampedusa*
http://www.amnesty.eu/static/documents/2009/Letter-Asylum_seekers_and_migrants_in_Lampedusa.pdf
14. Human Rights Watch, *Lampedusa: a national shame for Italy*, 2013
<https://www.hrw.org/news/2013/12/18/dispatches-lampedusa-national-shame-italy>
15. Médecins sans frontières, *MSF Calls for Temporary Closure of Migrant Center in Lampedusa*, 2013
<http://www.doctorswithoutborders.org/news-stories/press-release/msf-calls-temporary-closure-migrant-center-lampedusa>
16. Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire, *The large-scale arrival of mixed migratory flows on Italian shores*, 2014 (§2)
<http://semantic-pace.net/tools/pdf.aspx?doc=aHR0cDovL2Fzc2VtYmx5LmNvZS5pbmQvbncveG1sL1hSZWYvWDJILURXLWV4dHIuYXNwP2ZpbGVpZD0yMDk0MSZsYW5nPUVO&xsl=aHR0cDovL3NlbWFudGljcGFjZS5uZXQvWHNsdC9QZGYvWFJlZi1XRC1BVC1YTUwyUERGLnhzbA==&xslparams=ZmlsZWlkPTIwOTQx>
17. Amnesty International, *Lampedusa: L'Isola Bella's shadow of death*, 2015
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/05/lampedusa-shadow-of-death/>
18. Rapports de presse italienne sur la situation à Lampedusa après 2011 [en français]